

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

Janvier-décembre 1998

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. BILAN DE L'ANNÉE	3
II. LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITÉ : QUESTIONS ET PRINCIPAUX RÉSULTATS	9
A. Environnement et développement durable	9
B. Paix et conduite des affaires politiques	20
III. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS	26
IV. DIFFUSION	33
V. COMMENT L'UNU S'ACQUITTE DES TÂCHES QUI LUI ONT ÉTÉ CONFIEES : QUELQUES EXEMPLES	38
VI. RECETTES, DÉPENSES ET PERSONNEL	45
 Annexes	
1. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1998	49
2. Titres publiés par l'UNU en 1998	51

I. BILAN DE L'ANNÉE

Introduction

En 1998, l'Université des Nations Unies (UNU) a continué, pour la vingt-troisième année consécutive, à promouvoir la coopération universitaire internationale par le lancement des recherches ciblées, la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et la diffusion des résultats de ces travaux.

En 1998, l'Université a commencé à centrer ses recherches sur deux domaines thématiques : Environnement et développement durable et Paix et conduite des affaires publiques. Dans le cadre de ces domaines, elle a mené des travaux de recherche et poursuivi des activités de formation portant sur un large éventail de sujets : alimentation et nutrition, technologies de l'information, utilisation des sols, changements climatiques, problème de l'eau douce, gestion des flux financiers internationaux, défis de l'urbanisation, légitimité des organisations internationales ou causes des crises humanitaires complexes. Les résultats de ses travaux sont diffusés par le biais de conférences et d'ateliers, d'ouvrages, de journaux, de bulletins d'information et d'Internet. L'Université a également apporté une contribution décisionnelle, fondée sur ses recherches, aux grandes conférences internationales sur l'enseignement supérieur, les changements climatiques et le développement en Afrique.

En 1998, l'Université a également fait le point de ses activités antérieures, recensé ses atouts et ses faiblesses, réorienté les activités de recherche, consolidé les capacités qui permettent de mener ces activités et renforcé la confiance que lui témoignent ses collègues des organismes des Nations Unies et le Japon, pays hôte. Elle a aussi commencé à renforcer ses capacités administratives.

Conseil

Le Conseil de l'Université, son organe directeur, a tenu sa quarante-cinquième session au siège de l'UNU à Tokyo, du 7 au 11 décembre 1998. Ses délibérations ont porté sur quatre sujets principaux : examen des activités menées pendant l'année ; analyse des principales recommandations issues des récentes évaluations de l'UNU ; examen et amélioration du système de gestion administrative et financière de l'Université ; et examen d'un plan stratégique pour l'Université pour la période 1999-2002.

Nouvelle équipe de direction

L'une des priorités en 1998 a été de donner un nouveau souffle au Centre de l'UNU à Tokyo. M. Ramesh Thakur a été nommé vice-recteur pour la paix et la conduite des affaires politiques. M. Motoki Suzuki a été nommé vice-recteur pour l'environnement et le développement durable. M. Hideo Sato a été nommé conseiller principal auprès du recteur. De nouveaux administrateurs et administrateurs adjoints des programmes ont également été nommés en vue de renforcer les deux domaines d'activité.

Nouveau mandat de l'UNU

Le rôle que joue la Conférence des directeurs des centres et des programmes de recherche et de formation de l'UNU dans la planification des activités de l'Université a également été élargi. La Conférence est convenue d'un nouveau mandat lors de sa quinzième session, en juin :

"Contribuer, par la recherche et le renforcement des capacités, à résoudre les problèmes mondiaux urgents auxquels l'ONU et ses États Membres accordent une attention prioritaire."

Les réunions de la Conférence des directeurs ont également abouti à un accord sur les quatre tâches essentielles dont l'UNU doit s'acquitter dans l'exercice de son mandat :

- Constituer une communauté internationale de chercheurs ;
- Servir de pont entre l'ONU et la communauté universitaire internationale ;
- Être un groupe de réflexion pour l'ONU ;
- Apporter un soutien à la création de capacités, notamment dans les pays en développement.

L'UNU a utilisé les réunions de la Conférence des directeurs et des conseils consultatifs des centres et programmes de recherche et de formation pour rechercher un consensus sur les orientations stratégiques à adopter pour les prochaines années. Le recteur a commencé à consulter des hauts fonctionnaires du système des Nations Unies sur les besoins spécifiques en matière de recherche et de création de capacités, afin que l'UNU puisse servir de "ressource intellectuelle stratégique" aux organismes des Nations Unies. L'Université est maintenant prête à élargir ses travaux de recherche à caractère directif, à consacrer plus de fonds aux activités de renforcement des capacités et à étendre progressivement son réseau de partenaires stratégiques.

Résultats des inspections et évaluations

Au début de 1998, l'Université a achevé son auto-évaluation compte tenu des observations formulées par son conseil, à sa quarante-quatrième session, en décembre 1997. L'auto-évaluation a mis en évidence les domaines à améliorer, tels que la planification des recherches, la garantie de qualité et la politique du personnel et de l'administration, et fourni des indications sur les moyens d'y parvenir. Il s'agissait là d'un premier apport à un examen critique externe, qui portera sur les 20 premières années de recherche.

L'examen critique a commencé en janvier et s'est achevé en septembre. Outre cette évaluation effectuée par des pairs, l'activité de l'UNU a également fait l'objet d'un examen par deux groupes de contrôle de l'ONU - le Corps commun d'inspection et le Bureau des services de contrôle interne. Les trois rapports d'évaluation ont été présentés au Conseil à sa quarante-cinquième session, en décembre. Tout en soulignant que certains domaines exigeaient une attention

particulière, ils appuyaient en général les travaux de l'Université et approuvaient les changements apportés par la nouvelle équipe de direction.

Domaines d'activité et faits marquants

Environnement et développement durable

En 1998, les décideurs et les chercheurs se sont efforcée d'appréhender les causes de la crise financière qui a touché l'Asie de l'Est, d'atténuer son impact dans la région et de mesurer ses incidences sur l'économie mondiale. L'étude de l'ONU sur les mouvements de capitaux à court terme et la crise de la balance des paiements propose des solutions pour gérer les flux de capitaux et restructurer le système financier international¹.

L'Université a également continué de centrer ses travaux sur l'étude des difficultés particulières que rencontrent l'Afrique et les pays en transition dans le domaine du développement. Elle s'est efforcée non seulement d'examiner les stratégies de développement des marchés, mais aussi de mesurer leurs résultats. Les conclusions de divers projets font apparaître que la conception du Consensus de Washington concernant les facteurs qui affectent les performances économiques des deux régions du monde est erronée et incomplète.

En 1998 a débuté la nouvelle phase de quatre ans du projet "Population, aménagement du territoire et modification de l'environnement", financé à hauteur de 6 millions de dollars par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). En faisant appel à la participation d'agriculteurs et autres parties intéressées sur des sites expérimentaux dans les pays en développement participants, le projet vise à mettre au point des modèles transposables de la gestion de la diversité des cultures, au sein de divers écosystèmes, de paysages et de régions².

Paix et conduite des affaires publiques

Les conflits dans les Balkans et en Afrique centrale nous rappellent les immenses souffrances que causent les guerres civiles. Les travaux de l'ONU consacrés aux situations d'urgence qui se sont succédé durant ces 10 dernières années constituent la première analyse détaillée des causes économiques et politiques de la vulnérabilité aux catastrophes humanitaires et des mesures à prendre sur les plans économique et politique pour prévenir de telles situations³.

¹ A. Chowdhury, 1998, The Asian Currency Crisis: Origins, Lessons and the Future Outlook, Série "Research for Action" de l'ONU/WIDER.

² PLEC News and Views, No 10 (1998).

³ J. Klugman, à paraître en 1999, Social and Economic Policies to Prevent Complex Humanitarian Emergencies. Lessons from Experience, note d'orientation de l'ONU/WIDER.

L'UNU poursuit des travaux liés au processus de réforme de l'ONU. Ceux consacrés à la légitimité des organisations internationales font ressortir certains des avantages comparatifs des organisations internationales et les créneaux qui s'offrent à elles. Les travaux portant sur la culture d'organisation au sein du Secrétariat de l'ONU proposent des ajustements pratiques visant à améliorer la gestion des ressources humaines.

Les essais nucléaires effectués par le Pakistan et l'Inde en 1998, qui vont à l'encontre des objectifs des nombreux pays qui ont signé le Traité sur la non-prolifération, ont fait rétablir la question du nucléaire parmi des préoccupations de la communauté internationale⁴. Elle constituera un sujet important pour les travaux de l'Université.

Renforcement de capacités

L'UNU a accordé 233 bourses à de jeunes scientifiques, dont 184 étaient originaires de pays en développement, contribuant ainsi au renforcement des capacités institutionnelles. Elle a également organisé 44 stages de formation de courte durée, dont 33 dans des pays en développement, sur des sujets aussi divers que la technologie des logiciels, la gestion de l'eau ou l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

L'UNU a également lancé un vaste programme pluriannuel qui vise à doter le secteur de l'eau au Mexique d'un cadre national de renforcement des capacités, par le biais d'un partenariat entre le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU/INWEH) et la Commission mexicaine chargée des ressources en eau. Il s'agira d'élaborer un plan correctif intégré permettant de déterminer les lacunes à l'échelle nationale et au niveau existant des États, en vue de parvenir à une gestion efficace des eaux urbaines.

L'UNU va lancer prochainement un programme de cours internationaux à l'intention d'un petit nombre d'étudiants du troisième cycle et de personnes déjà intégrées au monde du travail qui recherchent un emploi dans des domaines internationaux. La première série de cours sera organisée au Centre de l'UNU à Tokyo, au printemps de 1999.

Diffusion des résultats de la recherche et conférences

En 1998, 34 nouveaux ouvrages fondés sur les travaux de l'Université ont été publiés. En outre, l'UNU a continué à développer et à actualiser sa page d'accueil et les sites Web des centres et programmes de recherche et de formation⁵. Elle a publié 95 articles dans des revues spécialisées et des revues à grand tirage et 102 articles dans la presse.

⁴ R. Thakur, "Next to Subcontinent Face-Off, the Cold War Looks Safe", International Herald Tribune, 20 juillet 1998.

⁵ <http://www.unu.edu/>

L'Université a également produit une vidéo promotionnelle sur le thème "Global Challenges, Global Visions", qui donne un aperçu général de sa mission ainsi que des exemples concrets de ses activités.

L'UNU a également accueilli dans le cadre de conférences des orateurs éminents : Astrid Nøklebye Heiberg, Présidente de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; Thabo Mbeki, Vice-Président de la République sud-africaine ; Olara Otunnu, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés ; Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ; Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ; et Joseph Stiglitz, Premier-Vice-Président et Économiste en chef de la Banque mondiale.

Conférences internationales

En 1998, l'Université a apporté sa contribution à diverses grandes conférences internationales. Elle a notamment :

- Participé à l'organisation de la Réunion de la Commission du développement durable sur les approches stratégiques de la gestion des eaux douces à Harare (Zimbabwe), en janvier ;
- Joué un rôle important dans l'organisation de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, organisée par l'UNESCO en octobre, à Paris ;
- Apporté une contribution à la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, tenue du 19 au 21 octobre 1998 ;
- Participé aux débats et organisé des ateliers de formation lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en Argentine, en novembre.

Faits nouveaux sur le plan institutionnel

Déménagement de l'Institut de l'UNU pour les nouvelles technologies - En janvier 1998, l'Institut s'est installé dans de nouveaux locaux, dans le centre de Maastricht. Ces locaux ont été gracieusement mis à sa disposition par la ville de Maastricht et les autorités de la province de Limburg.

Expansion de l'Institut des ressources naturelles en Afrique - Les locaux abritant les recherches sur la culture tissulaire à l'Université du Ghana ont été agrandis pour permettre à l'Institut de développer ses capacités de recherche et de formation sur la conservation, l'amélioration génétique et l'évaluation des ressources phytogénétiques. Les locaux ont déjà accueilli un stage de formation de trois semaines pour les étudiants du troisième cycle, portant sur la technologie de la culture tissulaire.

Resserrement des liens avec l'Islande - Cette année marque 20 ans de collaboration entre l'UNU et l'Institut national islandais de l'énergie dans le cadre du Programme de formation sur l'énergie géothermique. Cette coopération a

permis à 213 jeunes scientifiques et ingénieurs originaires de 35 pays en développement de recevoir une formation de haut niveau. L'Université est reconnaissante au Gouvernement et aux instituts islandais de leur soutien résolu au renforcement de capacités de recherche. L'ONU et le Gouvernement islandais ont également lancé un programme de formation dans le domaine de la pêche à l'Institut de recherches marines de Reykjavik.

Resserrement des liens avec l'Initiative sur le règlement des conflits et les questions ethniques (INCORE) - Le Programme de l'ONU consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques renforce sa coopération scientifique avec l'Initiative sur le règlement des conflits et les questions ethniques (INCORE) (Ulster, Irlande du Nord). À cette fin, un Accord de coopération a été signé en août 1998 entre l'ONU et l'Initiative. Dans un premier temps, l'Université financera la réalisation d'une étude comparative du processus de paix concernant huit conflits ayant fait l'objet d'efforts de négociation généraux.

Nouveau centre de recherche et de formation sur les questions urbaines - Une étude de faisabilité a recommandé la création d'un nouveau centre de recherche et de formation à Lucerne (Suisse), spécialisé dans les questions urbaines. L'étude a été favorablement accueillie lors de la session du Conseil en décembre.

Nouvelle initiative relative à la Nature et à la sécurité des populations Les consultations préliminaires engagées sur la réalisation éventuelle d'une étude de faisabilité concernant la création d'un nouveau centre de recherche et de formation sur les menaces écologiques, les changements climatiques et la sécurité alimentaire se sont poursuivies.

Nouvelle initiative relative aux sciences sociales - Des pourparlers ont été engagés avec des fonctionnaires belges, le Collège d'Europe et la Fondation Salvador Madariaga concernant la possibilité de mener des activités de recherche communes sur "l'ouverture des sciences sociales" et de lancer une initiative sur la recherche et le renforcement des capacités dans le domaine de la coopération inter- et intrarégionale.

Nouveaux accords

En 1998, l'ONU a conclu les accords suivants :

- Mémoire d'accord avec le PNUD, en vue de renforcer la coopération, notamment dans le cadre de programmes de promotion du développement humain durable ;
- Mémoire d'accord avec la Generalitat de Catalunya concernant la recherche et la formation avancée dans le domaine de la conduite des affaires publiques ;
- Accord général de coopération avec l'Institut des hautes études de l'Université nationale australienne ;
- Accord de coopération avec le Southeast Consortium for International Development ;

- Lettre d'accord avec R.I.O. IMPULS concernant l'aménagement urbain ;
- Mémoire de coopération avec le Centre régional d'alimentation en eau et d'assainissement du Burkina Faso concernant le renforcement des capacités dans le secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement ;
- Mémoire d'accord avec la Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO) en vue d'une collaboration dans les domaines de la formation, de la recherche et du conseil en gestion concernant le Lac Victoria, Afrique de l'Est.

Questions financières et administratives

En avril, le recteur a créé quatre groupes de travail afin de l'aider à analyser et à améliorer quatre domaines administratifs essentiels : gestion financière ; politique du personnel ; technologies de l'information et de la communication ; et gestion des locaux. Chacun des groupes a présenté les principaux résultats de ses travaux à la Conférence des directeurs et du Conseil, en décembre. En principe, de nouvelles mesures concernant ces divers domaines devraient être prises au cours du premier semestre de 1999.

Orientations futures et nouvelles initiatives

L'Université élabore actuellement un plan stratégique pour la période 1999-2002, qui établira une série d'objectifs institutionnels en vue d'évaluer les résultats de ses travaux et d'assurer la qualité de la recherche et de la création des capacités. Un projet a été soumis au Conseil en décembre. Les consultations se poursuivront avec les principaux partenaires de l'UNU et les parties intéressées au projet, au cours du premier semestre de 1999.

* * *

Le présent rapport ne rend pas compte de façon exhaustive des travaux menés par l'UNU, mais présente en détail, pour 1998, un certain nombre d'initiatives et de domaines de recherche essentiels. Tout d'abord, il fait ressortir certaines des activités de recherche de l'Université dans les deux domaines thématiques : Environnement et développement durable et Paix et conduite des affaires publiques. Ensuite, il décrit les efforts déployés par l'UNU pour développer la formation de troisième cycle et diffuser les résultats de la recherche. Enfin, il décrit la manière dont l'UNU s'emploie à remplir les rôles principaux qui lui ont été assignés par la Charte.

II. LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITÉ : QUESTIONS ET PRINCIPAUX RÉSULTATS

A. Environnement et développement durable

"Les programmes de recherche des établissements de l'Université concernent notamment ... le développement et les changements économiques et sociaux ; l'environnement et l'exploitation rationnelle des ressources ; [et] la recherche scientifique fondamentale et

l'application des résultats de la science et de la technologie au profit du développement..." [Charte de l'ONU, article 1.31]

Mondialisation

Les forces de la mondialisation sont peut-être les principaux facteurs qui influent sur le développement humain et le bien-être des populations dans les pays développée comme dans les pays en développement. En particulier, la participation à l'économie mondiale, qui offre aux pays en développement des possibilités immenses d'accéder aux ressources financières, aux technologies et aux marchés mondiaux, pose de sérieux problèmes en ce qui concerne la gestion de l'économie et comporte des risques énormes, comme l'a montré récemment la crise en Asie.

Les enquêtes sur i) la dynamique de la mondialisation, ii) l'impact économique, social, environnemental et politique de la mondialisation, iii) les politiques capables de réaliser au mieux les possibilités et de réduire les risques, et iv) le cadre institutionnel nécessaire au niveau mondial pour s'adapter à l'évolution du contexte international, sont donc des axes de recherche multidisciplinaire particulièrement importants pour l'Université des Nations Unies. En 1998, les questions associées à la mondialisation ont figuré au centre de toute une gamme de projets de recherche entrepris par l'Université. On trouvera plus bas dans le présent rapport certains des résultats des travaux menés par l'Université sur la crise financière asiatique (p. 10), l'arrêt de la marginalisation de l'Afrique (p. 11), l'impact de la mondialisation sur les villes (p. 14) et les conséquences de la mondialisation pour la justification des organisations internationales (p. 22).

La crise asiatique

La crise financière qui a frappé l'Asie de l'Est a eu de profondes répercussions sur le bien-être des populations de la région et a été ressentie dans toute l'économie mondiale. Elle a suscité des débats sur l'approche la plus rationnelle de la gestion des flux de capitaux à destination des pays en développement et donné lieu à des propositions de réorientation de la structure financière mondiale.

Les résultats des travaux menés par l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER) sur les mouvements de capitaux à court terme et la crise de la balance des paiements⁶ se sont avérés particulièrement solides dans le contexte de la crise économique en Asie. Malheureusement, il n'en n'a pas été tenu suffisamment compte entre 1992 et 1996, alors que les économies asiatiques ont lancé leurs programmes de libéralisation. Les travaux ont notamment souligné qu'il était particulièrement important de ne pas accepter des apports de capitaux non durables, d'isoler le système financier national des mouvements de capitaux à court terme et de contrôler judicieusement les banques au cours des périodes d'expansion. Les

⁶ Griffith-Jones, S., Montes, M., et Nasution, A., Short-Term Capital Movements and Balance of Payments Crises (Oxford, Oxford University Press, à paraître en 1999).

résultats de ces recherches ont été présentés lors d'un séminaire, tenu à Kuala Lumpur, qui a réuni des responsables des banques centrales des pays de la région asiatique.

Le débat déclenché au niveau international par la crise asiatique à propos des structures du système financier international devrait pouvoir s'appuyer sur les notions suivantes mises en évidence par le projet : i) le bien-fondé d'un contrôle des entrées de capitaux ; ii) le rôle que les pays fournisseurs de capitaux peuvent jouer pour aider les économies émergentes à réduire la pression venant des entrées de capitaux ; iii) l'importance de suivre les effets des entrées de capitaux sur le secteur réel et de ne pas se laisser abuser par l'abondance apparente des financements extérieurs ; iv) la nécessité de maintenir des équilibres macroéconomiques durables et de faire face aux difficultés causées par la stérilisation des capitaux, l'appréciation des taux de change ou l'inflation intérieure⁷.

Arrêter la marginalisation de l'Afrique

La longue stagnation économique et la marginalisation économique croissante de l'Afrique ont eu de graves répercussions sur les moyens de subsistance des populations du continent. L'ONU a entrepris un certain nombre de projets qui évaluent les efforts de réforme économique entrepris récemment et cherchent à définir des moyens de renforcer l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale⁸. Les interventions économiques des États africains n'ont guère réussi mais les projets de l'ONU révèlent tous des préoccupations au sujet de la conception de la politique économique adoptée par les institutions de Bretton Woods, notamment à l'égard des États d'Afrique. Grâce à ces travaux, l'ONU a pu apporter une contribution appréciable à la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA II), qui s'est déroulée du 19 au 21 octobre 1998.

Le projet de l'ONU/WIDER sur l'impact de la libéralisation sur les principaux marchés de l'Afrique subsaharienne a étudié la libéralisation des marchés mise en pratique dans le cadre du Consensus de Washington. Il a conclu que la libéralisation n'a pas apporté l'équilibre des balances des paiements, n'a pas amélioré l'efficacité de la répartition des ressources et n'a pas non plus favorisé une articulation cohérente entre l'objectif à court terme de stabilisation et l'objectif à long terme de croissance et de réduction de la pauvreté⁹.

⁷ A. Nasution, The Banking System and Monetary Aggregates Following Financial Sector Reforms: Lessons from Indonesia, 1996; et Reinhart, C., et Dunaway, S., Dealing with Capital Inflows: Are there any Lessons?, Research for Action Series de l'ONU/WIDER, 1996.

⁸ Heilleiner, G. (éd.), African Exports: From Traditional to New for Sustained Economic Development (Oxford, Oxford University Press, à paraître en 1999).

⁹ Lipumba, N., The Liberalization of Foreign Exchange Markets and Economic Growth in Sub-Saharan Africa, Research for Action Series de l'ONU/WIDER, 1997.

En Afrique, la plupart des producteurs se concentrent dans les zones rurales et le secteur informel des villes ; les politiques actuelles de libéralisation financière n'ont pas amélioré leurs chances d'accéder au crédit ni aux services financiers. La mobilisation de l'épargne intérieure et l'attribution de fonds à des projets rentables et à des chefs d'entreprise compétents passent par la mise en place et le développement d'un cadre institutionnel approprié. Mais il faut d'abord bien comprendre la complémentarité entre l'État et le secteur privé et la favoriser. La vitupération de l'État, caractéristique de l'orientation générale du Consensus de Washington, répond à une vision erronée des réalités africaines et de l'expérience du développement dans d'autres parties du monde.

Le projet du Centre de l'ONU intitulé "L'Asie et l'Afrique au centre de l'économie mondiale", entrepris en collaboration avec le Consortium africain de recherche économique, a comparé les résultats extérieurs de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est afin de dégager des leçons importantes qui pourraient être adaptées aux contextes africains¹⁰. Ce sont les leçons qui se dégagent à la fois de l'intégration rapide de l'Asie de l'Est dans l'économie mondiale et de la crise économique actuelle. Les travaux ont permis de rédiger une note d'orientation qui a été distribuée aux délégations africaines et aux représentants des donateurs ayant participé à CITDA II¹¹.

Pour l'essentiel, le projet a conclu que les pays africains devaient aborder la question des forces de la mondialisation sous un angle stratégique, en partant des propositions suivantes :

- Premièrement, l'intégration touche des aspects multiples dont le commerce, l'investissement, les apports de capitaux et la technologie. Le degré d'ouverture optimal et le meilleur ensemble de moyens pour réaliser l'intégration varieront selon l'aspect considéré et suivant l'évolution de chaque marché particulier ;
- Deuxièmement, à l'heure actuelle, les interactions économiques se caractérisent au niveau international par une "mondialisation fractionnée" - en particulier, le commerce est concentré dans des blocs régionaux au lieu d'être pleinement mondial. Les pays doivent donc adopter une approche qui soit régionale et stratégique plutôt que mondiale et uniforme ;
- Troisièmement, il ne suffit pas de réformer les politiques. La recherche a mis en relief l'importance des facteurs institutionnels comme la volonté politique, le niveau de compétence des administrations et la sécurité du droit de propriété et des droits contractuels. Les facteurs institutionnels, importants en eux-mêmes,

¹⁰ La réunion du projet tenue en août 1998 est probablement le premier exemple d'une institution de recherche africaine qui ait coorganisé une conférence à Tokyo.

¹¹ Aryeetey, E., Court, J., Nissanke, M., et Weder, B., Strengthening Africa's Participation in the Global Economy (Tokyo, Presses de l'ONU, 1998).

ont par ailleurs des incidences, tout aussi importantes, sur le rythme, le calendrier et l'ordonnancement des réformes ;

- Enfin, il est évident que les avantages de la mondialisation peuvent être inégalement répartis au niveau national. Il est donc indispensable de prendre des mesures qui empêchent que les inégalités s'aggravent au fur et à mesure du processus d'intégration.

Économies en transition

Le développement pose des problèmes particuliers au groupe des économies en transition. Dans un projet intitulé "Théories économiques et stratégies et aspects économiques de la transition", l'ONU/WIDER examine les différents modes de développement suivis dans les économies en transition d'Europe et d'Asie. Le projet n'est pas seulement axé sur les stratégies de la transition (thérapie de choc ou réformes progressives) mais aussi sur les résultats du processus : les chercheurs tentent de définir les modèles d'économie de marché qui se dessinent dans le monde postsocialiste (distribution des revenus et avoirs, rôle de l'État, structure industrielle et spécialisation commerciale) et les modèles de développement à long terme qui pourraient s'imposer à l'avenir.

Le projet conclut que l'interprétation des facteurs affectant la performance au cours de la transition sur laquelle se fonde le Consensus de Washington, est inexacte et incomplète¹². Si l'on tient compte des conditions de départ (les distorsions qui caractérisaient la structure industrielle et les échanges commerciaux avant la transition), on s'aperçoit que le rythme de la libéralisation n'a pas vraiment d'influence sur la performance, contrairement à la capacité institutionnelle de l'État et aux taux d'inflation, qui eux jouent un rôle majeur.

Dans ses travaux sur "Le bien-être en Asie au cours de la transition", l'ONU/WIDER démontre que : i) la croissance (ou la non-croissance) économique est le facteur décisif de l'évolution du bien-être de base des populations ; ii) en revanche, la situation n'est pas aussi claire dans le cas de la performance économique car de nombreux indicateurs sociaux manifestent des

¹² Voir Research for Action Series de l'ONU/WIDER :

Kolodko, G., et Nuti, M. : The Polish Alternative: Old Myths, Hard Facts and New Strategies in the Successful Transformation of the Polish Economy, 1997.

Popov, V., What Makes the Russian Economic Transformation a Special Case, 1996.

Jones, D., The Determinants of Economic Performance in Transitional Economies: The Roles of Ownership, Incentives and Restructuring, 1997.

Sun, Laixiang, Emergence of Unorthodox Ownership and Governance Structures in East Asia: An Alternative Transition Path, 1997.

tendances qui ne sont pas dues en totalité à la croissance économique ; iii) du point de vue de la cohésion sociale, les résultats économiques relatifs semblent être encore moins pertinent¹³. Les chercheurs concluent que ni la mise en place d'une économie de marché ni la croissance économique n'amélioreraient automatiquement les conditions de vie et invitent les gouvernements à s'engager davantage à l'égard du bien-être des populations.

La crise de la mortalité sans précédent à laquelle on assiste depuis neuf ans dans la plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est et dans l'ex-Union soviétique est l'une des conséquences les plus frappantes de la transition. Faute d'analyses fiables, les décideurs ne se sont pas mobilisés comme il l'aurait fallu et il a été difficile de proposer une politique appropriée. Le projet de l'UNU/WIDER sur "Les bouleversements économiques, difficultés sociales et conséquences démographiques" examine les politiques propres à minimiser les hausses brutales des taux de mortalité dans les économies en cours de transformation économique et sociale rapide.

Le projet a apporté de nouveaux éléments très probants montrant que la hausse de la mortalité en Russie n'est pas principalement liée à la dégradation de l'environnement, à la pauvreté et à la malnutrition, à la détérioration des modes de vie ou à la consommation d'alcool, mais bien à l'anxiété et aux événements générateurs de stress, la détérioration du marché du travail jouant ici un rôle majeur. Le projet a également montré que certaines mesures concrètes, comme celles adoptées en République tchèque, peuvent réduire notablement les hausses de la mortalité liées à la transition et entraîner une nette amélioration de l'espérance de vie à long terme¹⁴.

Urbanisation et mégalo-poles

Au début du XXI^e siècle, près de la moitié de la population mondiale sera concentrée dans des agglomérations urbaines à forte densité de population. Il importe que l'UNU et la communauté internationale réagissent en connaissance de cause à la mutation démographique, économique, environnementale et technologique sans précédent des établissements humains. Les travaux de recherche menés à l'Institut des hautes études de l'UNU (UNU/IAS) se fondent sur les études antérieures des transformations structurelles de l'économie et des mouvements des populations dans la mesure où ils sont liés à l'intégration mondiale, à l'agression environnementale et à l'augmentation de la pauvreté dans les centres urbains de par le monde.

La tendance à l'urbanisation est particulièrement marquée dans la région Asie-Pacifique, où l'on peut d'ailleurs s'attendre à d'autres changements spectaculaires. L'ONU prévoit qu'en 2025, la population des villes de la région

¹³ Lu, A., Welfare Changes in China during the Economic Reforms, Research for Action Series de l'UNU/WIDER, 1996.

¹⁴ Cornia, G. A., et Paniccia, R (éd.), The Transition's Mortality Crisis (Oxford, Oxford University Press, à paraître en 1999); et Riphahn, R., et Zimmermann, K., The Transition's Mortality Crisis in East Germany, Research for Action Series de l'UNU/WIDER, 1997.

aura augmenté de 1,3 milliard de personnes, soit une augmentation de plus de 90 % par rapport à 1995. Rien qu'en Chine, les mouvements des populations rurales vers les villes toucheront plus de 400 millions de personnes dans cette période.

Un atelier, tenu à Vancouver en juin 1999 et consacré à "La mondialisation et la viabilité des villes dans la région Asie-Pacifique", est parvenu à un consensus sur quatre points principaux : i) chaque ville subit des modifications physiques attribuables aux forces économiques mondiales ; ii) ces forces assurent la maintien du "système urbain fonctionnel" dans la région en dépit de la crise actuelle ; iii) les villes ont des rôles différents et la mondialisation a donc des conséquences différentes pour les villes du groupe considéré et pour le paysage urbain dans ces villes ; et iv) la gestion urbaine est la clef d'une compréhension correcte des tendances actuelles de l'urbanisation : autrement dit, la mondialisation n'entraîne pas une "homogénéisation" des villes.

Terre et diversité biologique

Le projet du Centre de l'ONU intitulé "Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement" (UNU/PLEC), entrepris en 1992, est l'un des projets les plus importants de l'Université. Son objectif global est de mettre au point des approches viables et participatives pour préserver la diversité biologique dans les systèmes agricoles. Le projet étudie la manière de traiter les pertes de diversité biologique sur les terres agricoles situées à la lisière des forêts, dans les régions semi-arides, montagneuses ou humides ou sur d'étroites bandes terrestres. Très peu de travaux ont porté sur ces régions, où les plantes et les cultures sont menacées par la commercialisation et l'intensification de la production. Le projet est conçu pour produire des résultats d'un intérêt pratique élevé, qui pourront infléchir les politiques dans ces domaines.

L'approche suivie par le PLEC consiste à collaborer avec les agriculteurs et les collectivités locales sur les sites de démonstration afin de définir des méthodes de conservation qui préservent la diversité biologique et qui soient environnementalement, socialement et financièrement viables. Le projet associe les connaissances mises au point localement des sols, du climat et d'autres facteurs physiques et les évaluations scientifiques de leur qualité par rapport à la production, ce qui permet de concevoir des techniques agricoles viables qui préservent la diversité des cultures et des méthodes. Il est organisé au travers de groupements nationaux au Brésil, en Chine, au Ghana, en Guinée, en Jamaïque, au Kenya, au Mexique, en Ouganda, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pérou, en Tanzanie et en Thaïlande. Le réseau du PLEC prévoit également une coopération Sud-Sud et des arrangements de jumelage Sud-Nord.

L'exécution a commencé en 1998 pour la nouvelle phase de quatre ans, qui a bénéficié d'un financement de 6 millions de dollars provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Au cours de cette phase, le PLEC espère mettre au point de nombreux modèles reproductibles de gestion de la diversité agricole en collaboration avec les agriculteurs sur les sites de démonstration. Ses objectifs spécifiques sont les suivantes : a) établir des données comparatives historiques et de référence sur l'agrobiosphère et la diversité biologique à l'échelle du paysage dans diverses régions représentatives ; b) mettre au point

des modèles participatifs et viables de la gestion de la diversité biologique fondés sur les techniques et les connaissances des cultivateurs dans les différents systèmes d'exploitation aux niveaux de la communauté et du paysage; c) recommander des méthodes et des politiques de gestion durable de la diversité agricole aux autorités compétentes, aux cultivateurs et aux agents de terrain; et d) mettre en place des réseaux nationaux et régionaux pour renforcer les capacités des institutions participantes.

Cette année, le PLEC a organisé des réunions du groupe de gestion pour définir le cadre de la gestion future du projet, ainsi qu'un atelier international, qui s'est déroulé à Mbarara (Ouganda) et divers ateliers régionaux. Outre ces réunions et ateliers importants, le projet a également organisé des cours de formation de groupe et des ateliers consacrés à l'écologie et à la méthodologie de la recherche dans les pays participants à l'intention de plus de 100 parties prenantes, y compris les cultivateurs, les ONG, les enseignants, les autorités locales, les étudiants et les chercheurs. Le PLEC a accueilli 11 chercheurs de troisième cycle et jeunes chercheurs en stage de formation, à la fois pour perfectionner leurs capacités de recherche et pour renforcer ses propres équipes. Des communications au sujet du PLEC ont été faites à la quatrième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Bratislava (Slovaquie) en mai, et à la deuxième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, tenue à Dakar en décembre.

Eau, environnement et santé

La crise mondiale de l'eau, qui prend des formes variées, notamment dans le monde en développement, est l'un des domaines d'activité prioritaires de l'ONU. À l'heure actuelle, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 1,7 milliard ne disposent pas d'installations sanitaires correctes. Dans les pays en développement, l'eau insalubre est responsable de 80 % de la morbidité : chaque année, elle fait 2,3 milliards de victimes, provoque 9 millions de décès.

En 1998, le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'ONU (ONU/INWEH) a entrepris des recherches en réseau et des activités de renforcement des capacités, avec un portefeuille initial de projets qui associent l'engagement national et communautaire, des questions qui se posent au niveau mondial et à l'échelle des bassins, des écosystèmes aquatiques et des écosystèmes marins, et les travaux sur la qualité de l'eau. Dans un premier temps, les activités portent sur l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

En Afrique de l'Est, l'ONU/INWEH procurera des services de recherche, de formation et des conseils en matière de gestion à la nouvelle Organisation des pêcheries du lac Victoria, pour appuyer le programme de gestion de l'environnement du lac Victoria exécuté actuellement par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. L'ONU/INWEH aide également l'Organisation des pêcheries du lac Victoria à organiser une conférence internationale sur l'état de l'écosystème du lac Victoria, sur le thème "Le lac Victoria à l'horizon 2000 : un nouveau départ", prévue pour la fin de 1999.

Développement durable en Chine

La croissance économique rapide observée en Chine depuis quelques années a soumis l'environnement à de graves pressions, mettant clairement en évidence les arbitrages qu'impose le développement durable et la nécessité de trouver des solutions gagnant = gagnant. Il est essentiel que la Chine adopte des mesures de protection de l'environnement et de préservation des ressources au stade actuel de son industrialisation si elle veut s'engager sur la voie d'une croissance durable et éviter d'avoir à supporter plus tard des coûts de dépollution.

Au moyen du Cadre du développement durable à l'intention des pays en développement mis au point lors de recherches antérieures, l'ONU/IAS procède actuellement à une étude de cas consacrée à la Chine, avec la participation d'un vaste réseau d'universitaires et d'institutions chinoises. Le projet recherchera quelles politiques économiques et environnementales pourront permettre à la croissance économique chinoise de continuer sur sa lancée tout en maintenant l'équité, en favorisant l'utilisation efficace des ressources naturelles et en améliorant la qualité de l'environnement. Dans les années à venir, cette méthodologie servira à des études sur d'autres pays en développement.

Gestion durable des ressources naturelles en Afrique

La population africaine est majoritairement rurale et sa subsistance dépend des ressources naturelles, avant tout des terres agricoles. Pour réduire la pauvreté rurale, il faut améliorer la sécurité alimentaire en gérant les ressources naturelles d'une manière plus efficace et plus viable. L'Institut de l'ONU pour les ressources naturelles en Afrique (ONU/INRA) a pour mission d'aider les institutions africaines à former des responsables qualifiés, bien équipés et motivés, capables de concevoir, d'adapter et de diffuser des techniques qui favorisent l'utilisation durable des ressources naturelles du continent.

Une réunion organisée en mars par l'ONU/INRA a examiné les conclusions d'une étude de spécialistes sur la conservation et la gestion des ressources naturelles en Afrique. Certaines mesures importantes s'imposent d'urgence :

- Sensibiliser les parties prenantes aux conséquences de l'amenuisement continu des ressources génétiques de l'Afrique;
- Recenser les riches ressources végétales de l'Afrique en tenant compte des exigences et des conséquences des accords internationaux;
- Comblent les lacunes des connaissances sur la valeur nutritionnelle des cultures vivrières autochtones;
- Intégrer les résultats de la recherche dans les programmes scolaires et les manuels utilisés dans les établissements d'enseignement.

Émissions zéro

L'Initiative de recherche de l'UNU sur la norme d'émission zéro (UNU/ZERI) cherche à promouvoir un modèle de développement dans lequel soit les intrants industriels sont tous transformés en produit final, soit les déchets sont transformés en intrants à valeur ajoutée dans une autre filière de production. Le processus de fabrication se décompose alors en une succession de cycles de production et de systèmes de recyclage, ce qui permet d'organiser les industries en "éléments" soit au sein d'une société unique soit dans le cadre d'ensembles industriels interdépendants, de telle sorte que le processus d'ensemble ne rejette aucun déchet dans l'air, le sol ou l'eau.

À l'heure actuelle, le projet comporte trois volets : une activité de recherche scientifique pour étudier les moyens d'utiliser davantage la biomasse et mettre au point un système informatique pour servir à la modélisation et à la conception; la création, notamment dans les pays en développement, d'un réseau d'application des principes de l'Initiative; enfin, la constitution de réseaux chargés d'assurer une plus large diffusion du modèle.

La troisième Conférence du Réseau régional japonais pour la suppression des émissions polluantes, qui s'est déroulée au siège de l'UNU les 12 et 13 novembre, a porté sur les moyens d'étendre les principes des émissions zéro aux collectivités et industries japonaises. Au cours des séances d'ouverture, M. Keizo Yamaji, Président de Nihon Tetra Park, et le Gouverneur de Tokyo, M. Yukio Aoshima, ont pris la parole, et une table ronde a réuni les représentants de l'Agence japonaise de l'environnement, du Ministère du commerce international et de l'industrie et du Ministère de la construction. Les autres séances ont été consacrées à la recherche fondamentale sur les émissions zéro et la norme ISO 14001.

Innovations technologiques

La notion de systèmes nationaux d'innovations a influencé la réflexion et la recherche de politique générale dans les pays industrialisés. Bien que les pays en développement aient une histoire technologique fort différente de celle des pays développés, attendu notamment qu'ils sont lourdement tributaires de technologies importées, l'attention ne s'est guère portée sur les caractéristiques principales des systèmes dans ces pays. Par ailleurs, l'introduction des technologies modernes dans certains pays en développement, comme les nouveaux pays industriels ou les nouvelles économies industrielles dites de la "seconde vague" s'est accompagnée d'une évolution des structures des institutions qui constitue leur système national d'innovations.

Le projet de l'Institut de l'UNU pour les nouvelles technologies (UNU/INTECH) intitulé "Caractéristiques des systèmes nationaux d'innovations dans les pays en développement" procède à une réflexion sur l'adaptation de la notion de système national d'innovations aux pays en développement. Les études portant sur certains pays et certaines régions économiques, notamment la Corée du Sud et la Thaïlande, orientent de manière empirique l'analyse des publications. Dans les régions les plus défavorisées d'Europe, la restructuration des industries imposée par la concurrence européenne soulève des difficultés particulières. Le projet de l'UNU/INTECH consacré aux "Systèmes

nationaux d'innovations dans les pays les plus défavorisés d'Europe" s'intéresse au développement des capacités technologiques en Europe du Sud. Il fait une place particulière au rôle de la politique technologique dans l'industrialisation. Il explore également les possibilités d'appliquer l'expérience acquise en Europe du Sud à d'autres nouveaux pays industriels.

Les femmes et la technologie

Deux tiers du total mondial de la main-d'oeuvre féminine employée dans l'industrie sont concentrés dans la région Asie-Pacifique. Le projet UNU/INTECH intitulé "Suivi de l'impact des technologies nouvelles sur le travail des femmes dans l'industrie en Asie" analyse les incidences de modes de production fortement informatisés sur la qualité et le nombre des emplois féminins dans la région. L'objectif des chercheurs est de définir les obstacles que les femmes doivent surmonter pour acquérir les compétences techniques et commerciales sans lesquelles elles sont exclues des avantages de la nouvelle société de l'information.

En dehors de la collecte de données quantitatives et qualitatives, le projet a lancé un dialogue sur les politiques technologiques entre deux grandes parties prenantes, à savoir les organismes gouvernementaux intéressés et les organisations non gouvernementales vouées à la cause des femmes employées dans l'industrie. L'objectif est de faciliter la formulation des plans de mise en valeur des ressources humaines qui procurent des avantages à la fois aux pays et aux femmes elles-mêmes, en s'appuyant sur un consensus entre les parties prenantes.

Technologie des logiciels

L'usage des ordinateurs se répand de plus en plus vite dans les pays en développement et il est donc indispensable d'éduquer et de former des spécialistes et des instructeurs aux technologies des logiciels. L'Institut international de l'ONU pour la technologie des logiciels (UNU/IIST), basé à Macao, a pour mission d'aider les pays en développement à renforcer leur aptitude à appliquer cette technologie et à mieux en tirer parti. L'UNU/IIST aide ainsi les pays en développement à acquérir leurs propres moyens de recherche, de développement et de formation dans ce domaine. Durant l'année, l'Institut a poursuivi les travaux sur le programme de recherche appliquée, qui comprend un projet de recherche et six projets de développement avancé.

À l'heure actuelle, le projet de recherche est axé sur les systèmes hybrides en temps réel, qui jouent désormais un rôle très important dans le domaine des systèmes contrôlés par ordinateur, comme les ascenseurs, les robots et les chaînes de montage. Il s'agit en général de systèmes électroniques dans lesquels différents éléments matériels sont reliés et commandés par ordinateur. Ces systèmes, qui doivent être sûrs et fiables, doivent souvent aussi réagir en temps réel à la modification de facteurs externes. Les réalisations de ce projet pour 1998, soit la vérification et la programmation de modèles en temps réel, ont été présentées par le personnel, les chargés de recherche de l'Institut et d'anciens chargés de recherche lors de 19 conférences et publiées dans les documents de conférences ou dans des revues internationales.

Les six projets de développement avancé font appel à des techniques de pointe pour mettre au point des systèmes qui répondent aux besoins des pays en développement. Ils concernent les lignes aériennes (avec le Viet Nam), la gestion des ports maritimes (avec l'Inde), le traitement des documents multilingues (avec la Mongolie), la gestion de l'industrie manufacturière (avec le Brésil et la Chine), l'intégration des systèmes (avec la Pologne, l'Argentine et la Chine), ainsi que des outils informatiques (avec la Chine). Ces projets sont tous conçus d'après les besoins des pays partenaires et la recherche menée en commun porte sur l'application de technologies de pointe dans les projets et donc dans les logiciels pour les infrastructures. En 1998, en dehors de la conception des systèmes ci-dessus (modélisation, définition des besoins, conception et réalisation de prototypes), le projet a présenté sept communications et publications à l'occasion de conférences. Toujours dans l'année, l'ONU/IIST a assuré la formation de 17 chargée de recherche provenant de huit pays.

Vers un langage universel des réseaux informatiques

Théoriquement, l'Internet est accessible à tous, mais comme l'anglais est devenu la langue de facto du réseau, ses ressources ne sont accessibles qu'à ceux qui lisent et écrivent dans cette langue. Le projet de l'ONU/IAS intitulé "Le langage universel des réseaux informatiques" espère éliminer certains des obstacles d'ordre linguistique qui limitent la communication à l'échelle planétaire en mettant au point un module logiciel pour Internet qui, accompagné d'un logiciel associé, permettra à quiconque ayant accès à l'Internet de pouvoir convertir en langage universel un texte écrit dans la langue d'un État Membre de l'ONU ou reconvertir un texte rédigé en langage universel dans une autre langue.

Le réseau du projet comprend 17 universités et centres de recherche ainsi que des groupes de recherche/développement dans chaque pays. De nouvelles fonctions ajoutées au logiciel en 1998 permettent à quiconque ayant accès à l'Internet de reconvertir un texte rédigé en langage universel dans la langue d'un État Membre de l'ONU et réciproquement. La rapidité de conversion a également été accrue. Le projet a mis au point un prototype de visionneuse, d'éditeur et de traitement de texte. L'Institut a organisé le 19 novembre 1998, au Siège des Nations Unies à New York, un symposium sur le langage universel des réseaux informatiques, au cours duquel a eu lieu une démonstration de ces produits sur des articles en 15 langues parus à l'occasion de la récente Coupe mondiale de football.

B. Paix et conduite des affaires politiques

Les programmes de recherche des établissements de l'Université concernent notamment la coexistence entre les peuples ayant des cultures, des langues et des systèmes sociaux différents; les relations pacifiques entre les États et le maintien de la paix et de la sécurité; les droits de l'homme; et les valeurs humaines et universelles liées à l'amélioration de la qualité de la vie.

[Charte de l'ONU, art. 1.3]

Guerres civiles et situations humanitaires d'urgence

Dans le monde d'aujourd'hui, les grandes guerres civiles constituent la principale cause de souffrances. Elles sont responsables de la mort, de la mutilation, de la malnutrition et du déplacement de millions d'êtres humains. Depuis la fin de la guerre froide, les grandes guerres civiles dans les pays en développement se sont multipliées et leurs effets sont de plus en plus graves. Il existe certes de nombreuses analyses politiques des situations d'urgence auxquelles elles donnent lieu. Toutefois, le projet de l'ONU/WIDER intitulé "La succession de situations d'urgence au cours de la dernière décennie : causes, portée, prévisibilité et réponse" représente la première analyse d'ensemble des causes profondes, économiques et politiques, de la vulnérabilité aux catastrophes humanitaires et des aspects politiques de la prévention des situations d'urgence humanitaires. Le projet conclut notamment que les deux aspects clefs sont la richesse du pays et le rôle de l'État.

En premier lieu, la richesse change les situations du tout au tout. Les pays riches subissent rarement des catastrophes humanitaires. En revanche, la pauvreté et les disparités économiques suscitent des sentiments de privation relative et d'attentes non satisfaites qui, parfois, débouchent sur la violence ethnique. C'est ce qui se passe notamment dans les pays confrontés à un déclin économique prolongé (notamment une baisse de la production alimentaire). Ensuite, c'est l'état qui, par son action, est le plus souvent responsable des situations d'urgence humanitaires. On l'a vu au Rwanda, lorsque le Gouvernement de l'époque a organisé le génocide et s'est servi des médias pour alerter le public. Le même scénario s'est produit en ex-Yougoslavie. Les gouvernements ont tendance à se comporter de cette manière quand les conditions économiques se dégradent. Souvent, le problème est lié à un affrontement entre groupes rivaux qui luttent entre eux pour mettre la main sur des ressources peu abondantes, comme les recettes de l'État.

Ces deux facteurs - pauvreté et action de l'État expliquent pourquoi l'Afrique a subi plus que sa part de catastrophes humanitaires depuis 1980. Les dirigeants politiques africains se sont trouvés devant des pressions accrues liées à la baisse des revenus. Les pressions extérieures exercées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les donateurs occidentaux, qui cherchaient à réduire la taille de l'État afin d'encourager la stabilité économique, ont en réalité exacerbé la concurrence pour l'accès aux ressources de l'État et n'ont fait qu'aggraver l'instabilité.

L'analyse des causes profondes des crises humanitaires montre que les mécanismes de prévention sont avant tout d'ordre macroéconomique. La communauté internationale doit appuyer davantage les mesures de stabilisation des revenus et d'ajustement planifiées par les pays en développement eux-mêmes, abaisser les obstacles au commerce défavorables à l'Afrique et à l'Asie, amortir les chocs économiques extérieurs par un financement compensatoire, et rééchelonner et alléger la dette des pays pauvres. Ces interventions contribueraient à réduire du même coup le commerce international des armes.

Quant aux pays à faible revenu, ils doivent mettre en place des filets de sécurité à l'intention des pauvres et assurer à tous l'accès à l'éducation de base, privilégier le développement de l'agriculture et améliorer la capacité de

l'État de percevoir les impôts et de procurer des services. Il s'agit là d'interventions utiles à d'autres titres, mais la réduction du nombre des situations d'urgence serait leur avantage majeur. Sans une action dans ce sens, le monde continuera de consacrer des sommes énormes à l'aide alimentaire, au maintien de la paix et aux activités diplomatiques pour répondre à ces situations.

Montée et déclin des pôles de puissances

La tourmente qui s'abat sur l'économie mondiale, la montée d'une Europe intégrée et le renforcement des ambitions géopolitiques dans certains pays en développement comme la Chine sont des signes avant-coureurs de l'apparition de contrepoids à la puissance américaine. À l'heure actuelle, l'Amérique assure une certaine stabilité géopolitique, mais, au fur et à mesure que l'on progressera dans le siècle prochain, tôt ou tard, le monde unipolaire fera place à un monde caractérisé par de multiples pôles de puissance. Cette situation conduit les intellectuels et les décideurs à réfléchir à la question critique suivante : la transition qui se dessine vers la multipolarité peut-elle s'effectuer dans la paix ? Pour éclairer le débat, le projet du Centre de l'ONU intitulé "Montée et déclin des pôles de puissance : l'ordre international en transition" cherche à répondre à une deuxième question : dans quelles conditions et sous l'effet de quels mécanismes les déplacements des pôles de puissance se sont-ils déroulés pacifiquement dans le passé ?

Curieusement, la documentation disponible à ce sujet est muette sur la question du changement pacifique, parce que les transitions non accompagnées de guerre sont assez rares et ne font pas l'événement. Le projet cherche donc à combler une lacune importante dans la connaissance des relations internationales. Il recense les exemples de transition passées, s'efforce de comprendre les variables qui ont permis aux grands changements de se produire dans la paix et en tire des leçons pour éclairer la manière dont la communauté internationale peut gérer au mieux le passage qui s'annonce vers la multipolarité.

La justification des organisations internationales

Il est tout aussi important d'explorer la contribution des organisations internationales à la vie de la communauté internationale, d'autant plus que l'actualité récente a placé ces organisations dans une situation plutôt paradoxale. Tout d'abord, elles ont été tenues à l'écart en matière de sécurité et dans le domaine économique. Du point de vue de la sécurité, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies du début des années 1990 ont été largement décevantes pour ne pas dire néfastes, malgré quelques succès. Les États Membres les plus puissants et organisations régionales (l'OTAN, en l'occurrence) ont mis en question la crédibilité de l'ONU à de nombreux égards. En matière de politique économique et de développement au niveau mondial, la suprématie des institutions de Bretton Woods a été menacée par certains opérateurs du marché qui ont acquis une place prééminente. Et pourtant, au-delà des hauts et des bas versés par les organisations internationales, tous, ou presque, s'accordent à reconnaître qu'il est impossible de s'en passer; elles sont une pièce maîtresse de la culture multilatérale, consultative et consensuelle de la politique internationale.

Le projet du Centre de l'ONU intitulé "La justification des organisations internationales" fait le point des spécificités, des faiblesses et des points forts des organisations internationales pour évaluer le rôle précieux qui ne manquera pas de leur revenir dans les années à venir. Le projet est d'autant plus opportun que toute réflexion sur la justification des organisations internationales comble une lacune dans les connaissances. En effet, l'abondante documentation sur les organisations internationales est essentiellement de caractère descriptif et n'examine que rarement les organisations internationales du point de vue de leur pertinence.

S'il est vrai que les organismes de gouvernance sont créés pour aider à gérer une collectivité, il est également vrai que le sentiment d'une communauté mondiale reste faible et que l'impression de justification s'en ressent. De plus, les organisations internationales se trouvent dans une situation de dépendance, ayant été créées par les États dont, dans une large mesure, leur fonctionnement est toujours tributaire. Cependant, le projet cherche à démontrer qu'au niveau international, certaines fonctions ne peuvent être remplies que par ces organisations et à formuler une série d'arguments qui permettent de répondre aux critiques des États et de certains acteurs de la société civile. La multiplicité croissante des interactions au niveau mondial met en lumière la nécessité incontournable d'arrangements multilatéraux. Le rôle particulièrement important que peuvent jouer les organisations internationales tient au fait que la fourniture des biens publics internationaux - c'est-à-dire ceux qui profitent à la communauté mondiale - n'est pas assurée correctement par les forces du marché, et ne le sera pas.

La culture interne du Secrétariat de l'organisation des Nations Unies

La justification des organisations internationales dépend également de leur efficacité. Le projet du Centre de l'ONU intitulé "Analyse de la culture interne du Secrétariat de l'ONU" se fonde sur le principe qu'il ne suffit pas d'aborder la question de la réforme du Secrétariat de l'ONU sous l'angle des réductions financières et des moyens d'éviter les chevauchements structurels entre départements. Il est tout autant indispensable d'explorer les insuffisances de la culture interne du Secrétariat, car l'ONU ne pourra projeter une image positive d'elle-même que si elle met d'abord de l'ordre chez elle.

L'objectif du projet est donc de faire le point de la situation en ce qui concerne les ressources humaines au Secrétariat de l'ONU et d'élaborer une note d'orientation recommandant des mesures d'ajustement concrètes au sujet des modalités et pratiques de la gestion de ces ressources afin de tirer le meilleur parti du capital humain. Cette analyse est d'autant plus urgente qu'il n'existe pas actuellement d'étude globale et critique sur ce sujet.

Les données ont été rassemblées et les interviews ont eu lieu en coopération avec le Bureau de la gestion des ressources humaines de l'ONU. Selon les premières recommandations de portée générale il faut :

- Comblent l'écart structurel entre le Siège et le terrain en institutionnalisant les mécanismes de la mobilité du personnel du Secrétariat dans le monde entier;

- Donner aux membre du personnel le sentiment que leurs carrières évolueront de manière plus prévisible et que les parcours professionnels et les promotions dépendront de leurs compétences et initiatives professionnelles et non du hasard ou de la chance;
- Faciliter l'accès du personnel aux positions de responsabilité en réduisant le nombre des nominations politiques;
- Mettre l'accent sur les activités de formation, et cela pour toutes les catégories de personnel.

Éthique et démocratie

Les différences de points de vue à l'égard des droits de l'homme, y compris le respect de la diversité et de la participation démocratique, sont sources de friction et de heurts diplomatiques entre États. Le projet intitulé "Éthique et affaires internationales" visera essentiellement à dégager, dans l'environnement politique, des aspects normatifs conciliant universalité et spécificité culturelle. Plus précisément, le projet cherche à proposer une conception déontologique aussi universelle que possible, qui respecte en même temps les différences culturelles considérées comme légitimes ou acceptables.

Les travaux que le Centre de l'ONU consacre à "L'évolution de la démocratie" examinent la diversité des formes que revêt la démocratie, refont l'analyse des différents moyens de parvenir à la démocratie et explorent la façon dont les institutions démocratiques pourraient favoriser l'avancement des valeurs humaines fondamentales telles que la paix, les droits de l'homme et le développement¹⁵. L'atelier régional consacré à la démocratie en Europe de l'Est a porté sur les conséquences sociales et économiques de la transformation. Le caractère non transparent des transitions vers la démocratie donne lieu, dans un premier temps, à des ressentiments et, à long terme, peuvent porter gravement atteinte à la crédibilité des nouvelles démocraties.

L'ONU a organisé à Dakar, Sénégal, du 9 au 10 octobre 1998, un atelier régional sur la démocratie en Afrique, en coordination avec le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique. L'atelier a montré que la dimension nationale est toujours problématique, les élites et les acteurs locaux ne s'identifiant pas à la collectivité ou ne s'engageant pas suffisamment. Ces attitudes provoquent des difficultés majeures dans le fonctionnement des États, dans la perception des ressources fiscales et dans la répartition des ressources peu abondantes. Il semble aussi que l'incompatibilité demeure entre les logiques et les structures politiques traditionnelles et importées et que leur intégration reste une gageure. La situation à cet égard est aggravée par l'insuffisance des moyens de générer les connaissances de l'intérieur, qui explique que les systèmes politiques africains n'ont pas été bien compris.

¹⁵ Inoguchi, T. Nexman, E. and Keane, J., (éd.), The Changing Nature of Democracy, Tokyo, Presses de l'ONU, 1998.

Le Programme de l'ONU sur la conduite des affaires publiques basé à Barcelone a continué en 1998 d'étudier les incidences institutionnelles du développement, compte tenu notamment des changements économiques intervenus en Amérique latine. Durant l'année, un réseau latino-américain pour la gouvernance financé par le PNUD a été mis en place. Il dispose de son propre site web et publie électroniquement et sur papier, la revue "Instituciones y Desarrollo". Le rapport annuel sur la conduite des affaires publiques en Amérique latine, trois études de pays et une base de données sont actuellement en cours de préparation. Le personnel a participé activement aux conférences et séminaires, publié plusieurs documents et entrepris une série de missions d'évaluation en Amérique centrale au nom de la Communauté économique européenne et grâce à un financement fourni par elle.

Conduite des affaires de l'environnement

La communauté internationale est de plus en plus consciente de la fragilité de la planète et se rend de plus en plus compte que les actions humaines ont des effets sur sa durabilité. Du coup, les questions d'environnement sont venues au premier plan des préoccupations internationales. De la même manière, la conduite de la diplomatie se révèle à maints égards, dès lors qu'il s'agit d'environnement, bien différente des modèles traditionnels associés aux questions de puissance et de sécurité mondiales. Le débat sur l'environnement est avant tout caractérisé par l'interface de la politique et de la science d'une part, les questions qui se posent au niveau diplomatique exigent des connaissances approfondies, de l'autre, les diplomates doivent apprendre à utiliser efficacement des données scientifiques complexes et à faire appel aux avis d'experts. Pour leur part, les scientifiques et les expertes doivent faire preuve de pragmatisme et traduire leurs connaissances en décisions plus rationnelles, mieux éclairées. Toutefois, les pays, notamment les pays en développement, peuvent se trouver dans ce domaine défavorisés à cause de l'insuffisance des infrastructures organisationnelles et universitaires.

Dans ce contexte, le projet consacré aux "Futurs scénarios de la gestion du climat au niveau mondial", entrepris conjointement par le Centre de l'ONU, le Centre d'information sur l'environnement mondial et l'ONU/IAS, contribue activement aux activités associées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a notamment présenté des informations sur divers scénarios du changement climatique à la troisième Conférence des Parties à la Convention, en s'aidant de données fournies par une réunion consultative d'experts. En outre, le projet de l'ONU/IAS consacré à "L'environnement et la diplomatie multilatérale" a également effectué des enquêtes destinées aux troisième et quatrième Conférences des Parties sur les inégalités dans les moyens à la disposition des délégations et sur l'interface entre la science et la politique. L'ONU/IAS a rédigé une première analyse des résultats de l'enquête réalisée pour la troisième Conférence des Parties, qui a été utilisée lors de réunions de formation de diplomates organisées à Kuala Lumpur en juillet 1998 et à New York en octobre de la même année. L'ONU publiera les résultats de cette enquête au début de 1999.

Toujours dans le cadre du projet sur les "Futurs scénarios de la gestion du climat au niveau mondial", l'ONU/IAS, en coopération avec le Centre de l'ONU et le Centre d'information sur l'environnement mondial, a accueilli, les 17 et

18 septembre 1998, un atelier sur les incidences juridiques, économiques et sociales du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, au cours duquel ont été rédigées des recommandations d'orientation générale à l'intention des gouvernements, en préalable à la quatrième Conférence des Parties. Le rapport de l'atelier¹⁶ a été distribué à la quatrième Conférence, qui s'est tenue à Buenos Aires du 2 au 13 novembre 1998.

La création d'un réseau dynamique et dense de scientifiques et de laboratoires spécialisés dans le contrôle et la gestion de l'environnement dans la région de l'Asie du Sud-Est progresse de manière satisfaisante. Dans sa phase actuelle, le sous-projet étudie la pollution de l'air et la surveillance de la qualité de l'air en recueillant et en analysant les données provenant des laboratoires du réseau et en préparant la recherche sur la conduite des affaires de l'environnement. Les questions principales dans ce domaine ont été examinées au Symposium international sur "La gestion de l'environnement et les techniques analytiques : pollution de l'air et surveillance de la qualité de l'air", qui s'est déroulé à Tokyo (Japon) en février, et dont les travaux ont été appuyés par un atelier de formation organisé spécialement¹⁷.

III. DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Comme par le passé, les activités de l'UNU pour le développement des capacités ont pris les formes suivantes : octroyer des bourses offrant à des chercheurs une formation avancée dans des domaines spécialisés et la possibilité de mener des recherches dans les institutions associées à l'UNU ou coopérant avec elle, et l'organisation des ateliers de formation de courte durée dans les domaines prioritaires de l'Université. L'UNU cherche actuellement à développer ses activités de formation.

A. Bourses de recherche et stages du niveau du doctorat

Programme de bourses de recherche

Depuis 1976, l'UNU a formé 1 684 chargés de recherche. Les bourses qu'elle a accordées au cours de l'année - 122 au total - se répartissent comme suit :

- Bourses de recherche en énergie géothermique, à l'Institut national islandais de l'énergie (16);
- Bourses de recherche en utilisation de l'énergie solaire, à l'Université Anna à Chennai (Inde) (5);
- Bourses de recherche en matière de pêches, à l'Institut islandais de recherches marines (6),

¹⁶ Barrett, B. et Chambers, W., Primer on Scientific Knowledge and Politics in the Evolving Global Climate Regime - COP3 and the Kyoto Protocol, Consultation Draft (UNU/IAS, 1998).

¹⁷ <http://www.geic.or.jp/>

- Bourses de recherche en télédétection, à l'Institut national de recherches spatiales (INPE) du Brésil (7);
- Bourses de recherche en évaluation des risques sismiques et en conception antisismique de structures, à l'École d'ingénieurs de l'Asian Institute of Technology, en Thaïlande (5);
- Bourses de recherche en biotechnologie, dans diverses institutions latino-américaines et dans une institution néerlandaise (21);
- Bourses de recherche en technologies de l'alimentation, à l'Institut national japonais de recherche alimentaire, dans le cadre du programme de bourses de recherche UNU/Kirin (5);
- Bourses de recherche en technologies de l'alimentation et de la nutrition, au Central Food Technological Research Institute, en Inde (5);
- Bourses assurant la participation au cours sur la production et l'utilisation des bases de données relatives à la composition des aliments, à l'Université agricole de Wageningen, aux Pays-Bas (8), et
- Bourses de recherche en technologie des logiciels, à l'UNU/IIST, à Macao (44).

Stages du niveau du doctorat auprès d'instituts de l'UNU

Les instituts de l'UNU offrent un certain nombre de stages du niveau du doctorat dans les domaines relevant de leurs travaux. Ainsi, chaque année, l'UNU/IAS offre 10 bourses de recherche sur l'écorestructuration. L'UNU/INTECH collabore avec l'institut de recherches économiques sur l'innovation et la technologie (MERIT) de l'Université de Maastricht, pour offrir un programme commun du niveau du doctorat sur les dimensions politiques et économiques du changement technique. L'UNU/WIDER offre des stages de six mois sur l'économie du développement en rapport avec son programme de recherche.

Tableau III i)

Bourses et stages offerts par l'UNU en 1998

Unité d'accueil	Coût (en milliers de dollars É.-U.)	Bénéficiaires		
		Total	Provenant des pays les moins avancés	Femmes
Programme relatif à l'environnement et le développement durable (Centre de l'UNU)	292	57	57	11
Programme relatif à la paix et la conduite des affaires publiques (Centre de l'UNU)	15	27	7	6
Programme sur l'énergie géothermique (Institut national islandais de l'énergie)	196	16	16	4
Programme en matière de pêches (Institut islandais de recherches marines)	100	6	6	1
UNU/WIDER	67	11	2	2
UNU/INTECH	273	6	6	1
UNU/IIST	182	44	42	5
UNU/INRA	4	11	11	3
UNU/IAS	324	27	9	9
UNU/BIOLAC	146	21	21	14
Total	1 599	232	183	56

B. Environnement et développement durable : formation et développement des capacités

Énergie géothermique

Le programme de formation géothermique a célébré cette année son vingtième anniversaire, marqué par la tenue d'un atelier à Reykjavik (Islande) les 13 et 14 octobre 1998, qui s'est ouvert par des allocutions prononcées par M. Halldor Asgrimsson, Ministre des affaires étrangères de l'Islande, et par le professeur Hans van Ginkel, recteur de l'UNU. Vingt-neuf mémoires ont été présentés à l'atelier, qui était présidé par M. Ingvar B. Fridleifsson, Directeur du programme de formation sur l'énergie géothermique de l'UNU.

Quatre-vingt pour cent des 213 boursiers formée en Islande travaillent toujours dans le domaine de l'énergie géothermique, ce qui est une preuve de l'efficacité du programme. Il n'est pas rare que les anciens chercheurs occupent des postes de responsabilité dans leur pays. Des activités réussies

par les secteurs public et privé d'un certain nombre de pays, dont la Chine, El Salvador, le Kenya et les Philippines, ont fait largement appel au programme de l'ONU pour assurer la formation de leurs experts. L'Université fournira un appui au Congrès mondial de l'énergie géothermique, qui doit se dérouler au Japon en l'an 2000.

Ressources naturelles et santé

Durant l'année, l'ONU/INWEH, en place depuis deux ans, s'est concentrée sur le renforcement intégré des capacités dans les pays en développement en réponse à la demande. Le réseau a commencé à exécuter un projet d'une durée de trois ans, d'un coût de 3,5 millions de dollars des États-Unis, sur la gestion des matières organiques en suspension dans les eaux usées à Ciudad Juarez, dans le nord du Mexique. Le projet compte mettre en place un système, complet et autonome, de collecte, de transport et d'épandage des matières organiques des eaux d'égout, utilisées comme engrais. Au cours de la première phase, achevée cette année, un plan d'ensemble a été établi. D'autres projets en cours ou qui seront bien avancés d'ici à la fin de l'année portent sur la mise au point d'un approvisionnement en eau à énergie solaire dans les zones périurbaines du Sahel, en Afrique de l'Ouest, la gestion durable des zones marines le long de la côte des Caraïbes, en Amérique centrale, et comprennent plusieurs activités entreprises au Moyen-Orient, dont l'initiative de reconstitution des nappes souterraines à Doha (Qatar).

L'ONU/INRA a organisé un cours de formation sur l'application de l'informatique à la gestion des ressources naturelles. L'Afrique manque de personnel qualifié, capable d'appliquer les techniques informatiques à la gestion de ses ressources naturelles. Dans cette perspective, l'ONU/INRA a organisé un cours de formation visant à doter les futurs formateurs au sein des universités et des organismes publics chargés de la gestion des ressources naturelles, de compétences en matière d'analyse quantitative et qualitative qui donneront une assise scientifique aux décisions politiques et à l'information. Le cours a dispensé une formation à la conception et à la gestion des bases de données, et a présenté des applications concrètes de technologie faisant appel à des logiciels et aux méthodes d'analyse statistique. Des études de cas ont servi à illustrer les applications pratiques des méthodes d'analyse informatique et statistique.

Il faut renforcer l'infrastructure universitaire de l'Afrique

Tel que nous l'envisageons aujourd'hui, le processus du développement n'est plus axé sur la seule capitalisation mais également, et de plus en plus, sur le savoir. Les institutions de recherche et de formation peuvent jouer un rôle précieux à cet égard. Toutefois, dans de nombreux pays d'Afrique, la situation des institutions de recherche laisse à désirer et l'Afrique a donc été retenue comme domaine prioritaire pour les travaux de l'ONU. Dans beaucoup d'universités africaines, les infrastructures matérielles sont dégradées, le personnel est démotivé, les matériaux de recherche sont très insuffisants, de même que les fonds consacrés à la recherche. L'infrastructure universitaire d'Afrique a besoin d'un appui beaucoup plus grand. Les principaux aspects soulevés lors du symposium tenu à Tokyo en février 1998 ont été : i) la nécessité de renforcer les universités d'Afrique; ii) le lien entre les problèmes des universités et les problèmes de l'État; et iii) le rôle important que peuvent jouer des centres régionaux d'excellence et des réseaux de recherche à propos des grands problèmes de développement.

Besrat A. et Hayashi, Y., Co-Chairs' Summary Report: International symposium on Global Mobilization of Intellectual Resources for the Development and Stability of Africa, Japan Institute of International Affairs et ONU, Tokyo, 1998.

Le programme de formation de l'ONU en matière de pêches a démarré en Islande durant l'année avec six chargés de recherche de l'ONU - deux venus de la Gambie, deux du Mozambique et deux de l'Ouganda. Le programme est le fruit d'un accord de coopération entre l'ONU, le Gouvernement islandais et l'Institut de recherches marines. La formation spécialisée qu'il procure se déroule en partie aux Laboratoires islandais de la pêche, à l'Université d'Akureyri et à l'Université d'Islande.

Technologie des logiciels

Outre ses activités de développement des capacités, l'ONU/IIST a lancé en 1996, au titre de ses travaux de recherche/développement avancé, un projet sur l'établissement des programmes destinés à appuyer l'enseignement de la technologie des logiciels dans les universités des pays en développement, notamment l'application du système conceptuel de calcul dans la mise au point des logiciels. L'enseignement de ces sujets est monnaie courante dans les pays développés mais tel n'est pas le cas dans les pays en développement. À travers ce projet, l'ONU/IIST a assuré la formation de huit boursiers, venus de six pays. Pendant leur séjour à l'Institut, ces chercheurs ont mis au point des notes de cours et des études de cas, qu'ils pourront partager et utiliser à leur retour dans les universités de leur pays. À partir de janvier 1999, ce projet sera complété par un autre projet visant à renforcer l'enseignement de l'informatique dans les universités des pays en développement. Ce dernier projet vise à élargir et à mettre à jour les programmes d'enseignement en formant les chargés de cours de ces universités aux enseignements nouveaux dans les universités partenaires de l'ONU/IIST situées dans les pays développés. De

nouveaux documents de cours seront élaborés dans le cadre de ce projet et recevront une large diffusion.

Microprocesseurs et informatique

Le projet intitulé "Microélectronique et domaines connexes" est exécuté depuis 1983 en coopération avec le Centre international de physique théorique (CIPT). Il cherche à renforcer les capacités des pays en développement dans les domaines scientifique et technologique en offrant à certains scientifiques la possibilité de mener des recherches fondamentales et appliquées en matière de microprocesseurs, et en organisant des ateliers de formation de troisième cycle. Le projet bénéficie de contributions financières du Gouvernement italien. Chaque année, près de 200 scientifiques participent aux ateliers, qui durent quatre semaines. La recherche a débouché notamment sur la mise au point de prototypes, de microprocesseurs, la publication d'articles dans des revues spécialisées et la rédaction de manuels techniques.

Depuis 1992, l'ONU apporte un appui à l'importante Conférence scientifique africaine de l'informatique (CARI) en collaboration avec l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) et le Ministère français de la coopération. La quatrième conférence (CARI'98), qui s'est déroulée à l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar (Sénégal) du 12 au 15 octobre 1998, a réuni plus de 300 participants, venus principalement de 32 pays d'Afrique. Au total, 74 documents y ont été présentés et six conférences spéciales, données.

Utilisation de la biotechnologie

Le programme de biotechnologie de l'ONU porte sur des problèmes pressants concernant la santé des hommes, des animaux et des plantes. Les projets sont coordonnés par le Centre de l'ONU et administrés par le Programme de biotechnologie pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ONU/BIOLAC), basé à Caracas (Venezuela). Comme auparavant, le programme a cherché cette année à promouvoir les échanges universitaires en offrant à des chercheurs la possibilité d'être rattachés à de grands laboratoires de biotechnologie situés surtout dans la région et en organisant des cours sur différents sujets dans les grands établissements spécialisés en biotechnologie d'Amérique latine. Au total, 77 jeunes scientifiques et chercheurs ont participé à ces cours. En 1998, le programme a soutenu essentiellement le projet de l'ONU intitulé "Réseau de recherche sur la brucellose" et le réseau de recherche de l'ONU sur la tuberculose.

Le Comité consultatif scientifique de BIOLAC, réuni à Caracas en novembre 1998, a reconnu que le programme avait beaucoup contribué à renforcer les compétences scientifiques des jeunes chercheurs et scientifiques de la région en organisant des cours, en accordant des bourses de recherche et en appuyant les réseaux de recherche. Le Comité a toutefois recommandé une nouvelle structure organisationnelle qui fasse intervenir un groupe de coordonnateurs scientifiques. À l'avenir, le programme fera aussi l'objet d'une plus large publicité et les cours auront une répartition géographique et institutionnelle équilibrée.

Alimentation et nutrition

Malgré d'importants progrès sur de nombreux fronts, la survie et le bien-être de l'humanité sont toujours menacés par la faim et la malnutrition chroniques. Le programme de l'ONU pour l'alimentation et la nutrition comprend plusieurs projets qui visent à résoudre certains problèmes de nutrition humaine. Durant l'année, le programme a été axé sur cinq grands projets mondiaux et sur un certain nombre de projets de portée plus limitée. Il a accordé 15 bourses de recherche et publié les numéros trimestriels de deux revues scientifiques, le Food and Nutrition Bulletin et le Journal of Food Composition and Analysis.

Depuis sa création, le programme était dirigé par M. Nevin Scrimshaw, professeur honoraire, Massachusetts Institute of Technology, et lauréat du prix mondial de l'alimentation 1991. Le 1er janvier 1998, M. Cutberto Garza, vice-doyen de l'Université Cornell, lui a succédé. M. Scrimshaw occupe les fonctions de conseiller principal du programme de l'ONU pour l'alimentation et la nutrition et est l'éditeur en chef de la revue The Food and Nutrition Bulletin.

En dehors des travaux sur ses projets ordinaires, le programme a lancé, avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un nouveau projet de 4 millions de dollars intitulé "Croissance du nourrisson : points de référence mondiaux", qui bénéficie d'un appui des Gouvernements américain, brésilien, canadien, néerlandais, norvégien et omanais ainsi que du Fonds du golfe Arabique et du Vatican. L'étude sera menée dans plusieurs établissements spécialement choisis. Des activités sont en cours également pour établir des plans d'action régionaux afin de créer des capacités de haut niveau pour la recherche et la formation en matière d'alimentation et de nutrition.

C. Paix et conduite des affaires publique : formation et développement des capacités

Formation aux postes de dirigeants

L'Initiative internationale de formation des dirigeants (ONU/ILA) cherche à former les futurs dirigeants par des contacts directs avec les dirigeants actuels et par une participation des séminaires et des activités de formation de groupe au sujet des questions urgentes d'importance mondiale. L'objectif est également d'initier ces futurs dirigeants aux compétences et à l'état d'esprit qu'exigent les fonctions de responsabilité, tout en renforçant chez eux l'engagement en faveur du développement durable, de la démographie durable, des institutions de la société civile et du règlement pacifique des différends. L'ONU/ILA espère ainsi développer et renforcer chez les futurs dirigeants le sens de la responsabilité, de l'autonomie et de la chose publique.

L'ONU/ILA a lancé son deuxième programme en juillet. Pendant trois semaines, près de 60 participants, venus de 42 pays, ont assisté à des conférences données par près de 50 dirigeants éminents provenant de gouvernements, d'organisations internationales, d'institutions universitaires, des milieux d'affaires et d'organisations non gouvernementales. Le programme, qui s'est déroulé à Aman (Jordanie), a été suivi de trois voyages d'études de cinq jours chacun au Japon et en Chine, au Moyen-Orient, en Turquie et à Chypre.

Droits de l'homme

Pour marquer le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la session du séminaire mondial pour 1998 tenue à Shonan (Japon), a porté sur le thème "Les Nations Unies et les droits de l'homme : leçons du passé et visions d'avenir". Le séminaire a souligné la complexité des questions qui se posent dans le domaine des droits de l'homme dans le contexte de l'après-guerre froide, et a examiné les relations réciproques entre les acteurs traditionnels tels que les États-nations et l'Organisation des Nations Unies et les nouveaux acteurs de la société civile dans le monde. Un séminaire mondial s'est également déroulé à Kobé (Japon).

L'UNU a appuyé l'organisation de la dix-septième Conférence annuelle de l'Association internationale de recherche pour la paix, qui s'est déroulée à Durban (Afrique du Sud) du 23 au 26 juin 1998, en prenant à sa charge le coût de la participation de jeunes chercheurs venant de pays en développement.

Nouveaux cours internationaux de l'UNU en 1999

L'UNU s'apprête à inaugurer un programme de cours internationaux (UNU/IC) à l'intention de certains étudiants de niveau universitaire supérieur et de personnes en cours d'emploi qui désirent travailler dans le domaine international. Une première série de cours, organisée en coopération étroite avec les centres et programmes de recherche et de formation de l'UNU et d'autres organismes des Nations Unies, se déroulera au Centre de l'UNU à Tokyo au printemps prochain. Le programme offrira, dans un premier temps, des cours modulaires d'une durée de six semaines sur les sujets suivants : le système des Nations Unies : structure et activités, l'environnement et le développement durable, les échanges commerciaux internationaux et le règlement des différends, et les droits de l'homme : notions et problèmes. À l'issue de ces cours, les participants recevront un certificat de fin d'études.

IV. DIFFUSION

Pour renforcer l'impact de ses travaux, l'Université fait connaître les résultats de ses recherches à des universitaires, des dirigeants politiques et au grand public. Elle cherche spécialement à diffuser dans le monde en développement les résultats de la recherche scientifique et des données sur les meilleures pratiques. Ses activités dans ce domaine consistent principalement à publier des ouvrages, à faire paraître des articles dans des revues et dans la presse en général et à rédiger des notes d'orientation.

Tableau IV i)

Ouvrages et articles parus en 1998

Programme/auteur	Ouvrages parus	Ouvrages en cours de production	Articles parus dans des revues	Notes d'orientation	Articles parus dans la presse
Programme relatif à l'environnement et au développement durable (Centre de MNU)	9	12	34	5	19
Programme relatif à la paix et à la conduite des affaires publiques (Centre de l'UNU)	5	9	4	0	11
UNUIWIDER	7	27	16	6	46
UNU/INTECH	2	2	5	0	0
UNUMST	0	2	29*	0	5
UNUIINRA	8	5	0	0	0
LINLIIAS	3	4	7	2	21
Total	34	91	95	13	102

Note : L'astérisque indique que les chiffres cités comprennent les documents publiés dans les actes de conférences.

En 1998, les Presses de l'UNU ont publié 10 nouveaux ouvrages. Vingt-quatre autres ouvrages provenant des résultats de la recherche de l'UNU ont été par ailleurs publiés par d'autres maisons d'édition durant l'année.

Au cours de l'année, les Presses de l'UNU ont vendu plus de 14 000 ouvrages. Ces ventes ont procuré plus de 200 000 dollars des États-Unis de recettes. Les Presses de l'UNU ont également favorisé et encouragé la réimpression à faible prix de leurs ouvrages par des maisons d'édition locales. En 1998, huit ouvrages parus aux Presses de l'UNU ont été ainsi reproduits, principalement dans la région de l'Asie du Sud.

La distribution gratuite des ouvrages de l'UNU demeure toutefois un aspect important des activités des Presses de l'UNU, conforme à la mission de diffusion de l'Université. Les Presses de l'UNU ont distribué près de 1 000 ouvrages nouveaux ou récemment parus à des bibliothèques dépositaires et à d'autres institutions, principalement dans les pays en développement.

En outre, une subvention de la Fondation Nippon d'un montant de 36 300 dollars a permis aux Presses de l'UNU, dans le cadre d'un projet d'aide à la Chine, de faire don de 11 000 ouvrages à 38 institutions d'enseignement supérieur chinoises et de les leur expédier. Les Presses de l'UNU ont également fait don à la Fondation Nippon de 14 000 exemplaires d'autres ouvrages, qui seront diffusés gratuitement dans les pays en développement.

L'UNU a participé à la publication des périodiques scientifiques suivants au cours de l'année :

- Food and Nutrition Bulletin;
- Journal of Food Composition and Analysis;
- Global Environmental Change - Human and Policy Dimensions;
- Mountain Research and Development;
- Global Governance.

Les notes d'orientation occupent une place grandissante dans les activités de diffusion de l'UNU. Elles présentent les résultats de la recherche d'un projet en termes clairs et concis et elles contiennent des indications concrètes sur les orientations et les programmes de l'UNU, ce qui les rend plus accessibles aux dirigeants et raccourcit le délai de diffusion des principaux résultats de la recherche.

Diffusion électronique

C'est dans le domaine de la diffusion électronique que les activités de publication de l'UNU ont le plus progressé. La page d'accueil de l'UNU a été développée et affinée et est devenue un outil de diffusion de l'information efficace et commode. Elle contient des nouvelles de l'université, des informations sur les activités universitaires et le programme des activités¹⁸ ainsi que des liens pointant vers d'autres organismes. Les rapports, les conférences ouvertes au public et les documents de travail sont régulièrement téléchargés sur la page de la section "Publications" de la page d'accueil, de même que les bulletins d'actualité et d'information et les communiqués de presse.

En donnant la possibilité de télécharger le texte intégral de nombreux ouvrages, à partir de son site Web, l'université est donc entrée résolument dans l'ère multimédia. En 1998, les Presses de l'UNU ont lancé leur premier CD-ROM "Collection on Critical Global Issues", qui contient le texte intégral de 158 publications consacrées à l'environnement, au développement et aux questions nutritionnelles¹⁹ soit 19 ouvrages sur l'agriculture et la gestion des sols, 13 sur le développement, 27 sur l'environnement et les questions de durabilité, 15 sur l'alimentation et la nutrition, 16 sur l'utilisation des ressources naturelles et 68 numéros du périodique scientifique Food and Nutrition Bulletin. Les Presses de l'UNU distribuent cet outil pédagogique gratuitement aux institutions de pays en développement.

Information

L'UNU assure également la diffusion des résultats de ses recherches auprès d'utilisateurs potentiels au moyen de catalogues, de bulletins d'actualité, de la page d'accueil sur l'Internet, de manifestations publiques et d'autres outils

¹⁸ <http://www.unu.edu/>

¹⁹ On peut se procurer le CD-ROM en adressant un courrier électronique à l'adresse unucdrom@hq.unu.edu.

promotionnels. Les travaux de l'ONU ont été mentionnés 520 fois dans la presse en 1998.

Tableau IV ii)

Documentation publicitaire parue en 1998

Service d'origine de l'ONU	Documentation ordinaire et bulletins de nouvelles			Documentation promotionnelle parue en 1998		Mentions dans la presse (1)	Importantes manifestations publiques (2)
	Nombre	Par an	Tirage	Nombre	Distribution		
Centre de l'ONU	9	2-3	5 000-50 000	6	3 000-25 000	350	8
UNU/WIDER	1	2	7500	1	3 100	42	5
UNU/IIST	1	4	200	1	n.d.	52	5
UNU/INRA	0	0	0	1	300	10	0
UNU/IAS	1	2	1 200	6	1 000	63	2
UNU/INWEH	1	3-4	1 000	1	15 000	3	5
Total	13			16		520	25

L'année a été marquée par les importantes conférences ci-après ouvertes au public, qui ont eu lieu au Centre ou dans les instituts de l'ONU :

La Conférence annuelle de l'UNU/WIDER, par le professeur Joseph Stiglitz, Premier Vice-Président et Économiste en chef de la Banque mondiale, intitulée "Vers la période de l'après-Consensus de Washington"²⁰.

En janvier, le discours liminaire, prononcé par Mme Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'homme, lors du Symposium sur les droits de l'homme dans la région Asie-Pacifique²¹, qui s'est déroulé au Centre de l'ONU.

En avril, la conférence de M. Thabo Mbeki, Vice-Président de la République d'Afrique du Sud et Président de l'African National Congress (ANC), sur "La renaissance de l'Afrique" au siège de l'ONU²²; et

En juin, une conférence ouverte au public, organisée à l'UNU/WIDER sur "La gestion de la mondialisation", au cours de laquelle les principaux orateurs ont été M. Jorma Ollila, Directeur général de la Société Nokia, le professeur Hans van Ginkel, recteur de l'UNU, et le professeur Deepak Nayyar, de l'Université Jawarhalal Nehru, de Delhi.

²⁰ Stiglitz, J., More Instruments and Broader Goals: Moving toward the Post-Washington Consensus (UNU/WIDER, Helsinki, janvier 1998).

²¹ Robinson, M., The Declaration of Human Rights: A Living Document (Presses de l'UNU, Tokyo, 1998).

²² Mbeki, T., The African Renaissance, South Africa and the World (Presses de l'UNU, Tokyo, 1998).

De plus, l'ONU a organisé le 23 juin au Centre de l'ONU un symposium international sur la coopération pour le développement, au cours duquel ont pris la parole l'Ambassadeur Isashi Owada, ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'ONU, le professeur Joseph Stiglitz, Premier Vice-Président et Économiste en chef de la Banque mondiale, M. Patrizio Civili, Sous-Secrétaire général des Nations Unies à la coordination des politiques et aux affaires interinstitutions, et Mme Carol Bellamy, Directrice générale de l'UNICEF.

Peu avant la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA II), l'ONU et le Consortium africain de recherche économique ont organisé un forum public sur le développement de l'Afrique au XXI^e siècle, ouvert par une allocution de M. Cassim Chilumpha, Ministre des finances de la République du Malawi²³ et de M. Delphin Rwegasira, Directeur exécutif du Consortium. La réunion a rassemblé des participants de haut niveau, dont des représentants de gouvernements africains, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD).

Lors de la Journée des Nations Unies, l'ONU a accueilli un forum public organisé pour commémorer le cinquantième anniversaire de la signature de la Déclaration des droits de l'homme. Le forum s'est ouvert sur un message spécial du Secrétaire général, M. Kofi Annan, enregistré sur bande vidéo; Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a prononcé le discours liminaire, qui a été suivi d'une table ronde à laquelle ont participé des diplomates de haut rang, des fonctionnaires de l'ONU, des représentants d'organisations non gouvernementales et des universitaires. Cette manifestation a été filmée et diffusée au Japon.

À défis mondiaux, visions mondiales - Une nouvelle bande vidéo
promotionnelle de l'ONU

L'Université a produit une bande vidéo promotionnelle d'une durée de 20 minutes sur le thème "À défis mondiaux, visions mondiales" qui donne une vue d'ensemble et fournit des exemples concrets de ses activités de recherche, de formation et de diffusion. Le film, produit par NHK Educational, Inc., combine des métrages nouvellement réalisés au siège de l'ONU, des images infographiques et du matériel résultant des travaux réalisés sur le terrain par l'ONU pour donner une image de l'institution et de la diversité de ses activités universitaires.

²³ <http://www.unu.edu/africa/chilumpha.html>

Le 29 octobre, l'ONU a organisé un forum public sur "L'homme et la mer" pour marquer l'Année internationale de l'océan, célébrée en 1999²⁴.

Au début du mois de novembre, l'ONU a organisé la Conférence commémorative Fridtjof Nansen 1998 sur "Le défi humanitaire dans un monde de conflits : le sort des victimes des mines terrestres", donnée par Mme Astrid Nøklebye Heibert, Présidente de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Le 16 novembre, M. Edward Barbier a donné une série de conférences sur "L'économie de la dégradation des sols et les liens avec la pauvreté rurale" à Accra (Ghana) en présence d'un auditoire composé de dirigeants africains de haut niveau, de directeurs de recherche et d'universitaires. Il s'agissait de la première manifestation d'une série de conférences organisées par l'ONU/INRA chaque année sur la conservation et la gestion des ressources naturelles de l'Afrique.

Le 20 novembre, M. Olara Otunnu, Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, a donné une conférence sur "Les enfants dans les conflits armés".

Activités à New York

Le Bureau de l'Université des Nations Unies en Amérique du Nord remplit un certain nombre de tâches de liaison et a des fonctions qui touchent aux programmes et aux aspects financiers, outre ses activités de représentation et d'information. Il a notamment entretenu des relations étroites avec les représentants permanents auprès de l'ONU ou les diplomates de rang élevé des missions permanentes et a resserré les rapports avec les directeurs de départements et les hauts fonctionnaires de l'Organisation. En 1998, le Bureau a organisé trois séminaires de formation sur "Le développement durable en pratique", en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Par ailleurs, à la suite de dispositions prises avec le Département de l'information, il est désormais possible de se procurer les ouvrages publiés par les Presses de l'ONU et l'ONU/WIDER dans tous les centres d'information des Nations Unies et auprès de la Section des ventes de l'ONU. Ces dispositions ont permis par ailleurs d'augmenter les recettes provenant de la vente des ouvrages publiés par les presses de l'ONU.

V. COMMENT L'ONU S'ACQUITTE DES TÂCHES QUI LUI ONT ÉTÉ CONFIEES : QUELQUES EXEMPLES

1. Une "communauté internationale de savants"

La mission confiée à l'ONU, telle que définie par sa charte, est d'être une "communauté internationale de savants" - une communauté réunissant des particuliers, des scientifiques, des universitaires et des dirigeants qui, ensemble, doivent trouver des réponses aux problèmes, chroniques et nouveaux,

²⁴ Mann Borgese, E., The Oceanic Circle: Governing the Seas as a Global Resource (Presses de l'ONU, Tokyo, 1998).

à l'ordre du jour des Nations Unies. C'est ainsi que les membres du personnel de l'UNU/IIIST ont été invités à participer aux comités de programme de 19 conférences scientifiques internationales durant l'année.

Tableau V i)

Projets de l'UNU en 1998

Groupe fonctionnel	Nombre de projets	Nombre de réunions*		Dépenses relatives aux projets* (En milliers de dollars E.-U.)			
		Total	Réunions tenues dans le pays hôte	Réunions tenues dans les PMA	Total	Dépenses dans le pays hôte	Dépenses dans les PMA
Programme relatif à l'environnement et au développement durable (Centre de l'UNU)	14	76	11	60	2 328	396	1 520
Programme relatif à la paix et la conduite des affaires publiques (Centre de l'UNU)	19	6	1	1	366	18	26
UNUMIDER	11	7	5	0	423	120	125
UNU/INTECH	18	11	6	4	n.d.	167	145
UNU/IIIST	7	3	1	2	35	0	35
UNU/INRA	8	8	8	8	155	155	155
UNU/IAS	13	17	8	5	4 605	1 919	424
UNU/INWEH	17	58	12	46	350	155	195
UNU/BIOLAC	2	2	0	2	50	5	50
Total	109	188	52	128	8 262	2 935	2 675

[Note : * Les estimations reposent sur les renseignements disponibles au 30 septembre 1998.]

Tableau V ii)

Consultants pour les projets et participants aux réunions en 1998*

Groupe fonctionnel	Directeurs de projets*			Consultants			Participants	
	Total	Venant des PMA	Femmes	Total	Venant des PMA	Femmes	Dirigeants politiques	Personnel international
Programme relatif à l'environnement et au développement durable (Centre de l'UNU)	39	19	4	264	221	39	128	34
Programme relatif à la paix et la conduite des affaires publiques (Centre de l'UNU)	17	2	2	80	24	15	10	10
UNU/WIDER	12	3	4	116	33	19	36	50
UNU/INTECH	7	4	3	7	4	4	n.d.	n.d.
UNU/IIST	n.d.	n.d.	n.d.	4	4	0	0	0
UNU/INRA	3	3	2	13	6	4	0	0
UNU/IAS	7	0	0	41	9	4	97	8
UNU/INWEH	13	5	3	38	16	9	n.d.	n.d.
UNU/BIOLAC	2	1	0	0	0	0	0	0
Total	100	37	18	563	317	94	161	102

[Note . * Les estimations reposent sur les renseignements disponibles au 30 septembre 1998.]

L'Université cherche constamment à renforcer son caractère international. Le siège et les instituts de l'UNU sont situés dans huit pays. Sur les 196 fonctionnaires de l'UNU, 61 viennent de pays en développement.

2. L'UNU : une passerelle entre les Nations Unies et la communauté universitaire internationale

Par nature et en vertu du mandat qui lui est confié, l'UNU appartient à la fois au monde universitaire et au système des Nations Unies. Cette situation lui ouvre des possibilités considérables, mais elle entraîne aussi de graves difficultés. Les réunions organisées par l'Université rassemblent habituellement des chercheurs et des spécialistes, mais en 1998 de nombreux fonctionnaires d'autres organismes des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods y ont participé. Ainsi, durant l'année, plus de 30 experts venant de nombreux organismes dont la Banque interaméricaine de développement, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le PNUD, l'ONU, l'UNICEF, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Département des affaires humanitaires, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Consortium africain de recherche économique, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont participé aux activités de l'UNU/WIDER.

Le concours apporté par l'UNU aux travaux de la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA II) illustre également son rôle de passerelle entre la communauté universitaire internationale et le système des Nations Unies. Les recherches faites par l'Université ont contribué à définir le Programme d'action mis au point par la Conférence, et l'UNU a fait intervenir son réseau de chercheurs pour rédiger des commentaires sur les avant-projets du programme. Le recteur a ensuite fait une communication devant la réunion plénière de la Conférence au nom des chercheurs qui avaient été associés aux travaux de l'UNU jusqu'à la tenue de la réunion. L'UNU a aussi fait en sorte que le Consortium africain de recherche économique, réseau d'économistes et l'un de ses partenaires africains les plus importants, soit invité à la Conférence.

L'Université veille systématiquement à renforcer ses rapports de travail avec les différents organismes du système des Nations Unies; elle prévoit d'associer davantage de fonctionnaires des Nations Unies à ses travaux dans les années à venir.

3. Une cellule de réflexion au service des Nations Unies

L'Université cherche à mieux exploiter son potentiel en tant que "ressource intellectuelle stratégique au service du système multilatéral de coopération". Le recteur participe aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC), de l'Organisation et d'autres fonctionnaires de l'UNU sont associés aux travaux des organes subsidiaires de ce comité. L'Université participe de multiples manières aux projets exécutés par les organismes du système des Nations Unies. La présente section décrit quatre autres exemples qui illustrent comment l'UNU cherche à remplir son rôle de "cellule de réflexion au service des Nations Unies" en 1998.

Premièrement, l'UNU a apporté un concours important à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, organisée par l'UNESCO, qui s'est déroulée à Paris au début d'octobre. Les ministres de l'éducation de 115 pays et plus de 4 000 autres participants ont assisté à la Conférence, dont le thème principal était "L'enseignement supérieur au XXIe siècle - vision et actions". La Conférence a adopté à l'unanimité la Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIe siècle : vision et actions, et le cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur, qui énoncent les principes fondamentaux d'une réforme approfondie de l'enseignement supérieur dans le monde.

Non seulement le recteur a participé activement aux travaux du comité directeur de la Conférence, mais il a également présidé la session consacrée à "l'enseignement supérieur et le développement humain durable", au cours de laquelle les participants ont examiné les stratégies pour réorienter les programmes de recherche et d'enseignement afin d'atteindre l'objectif plus large de concilier le progrès économique et social et la préservation des systèmes qui permettent la vie sur la Terre. Les débats ont notamment porté sur l'importance d'un renouvellement des cours, le renforcement de la présence des universités et des institutions qui leur sont associées dans les activités participatives de planification de l'action environnementale, les universités ouvertes et la promotion du transfert du savoir. La session s'est terminée par un débat qui a

mis en évidence le rôle important que peuvent jouer l'ONU et l'UNESCO pour accélérer le changement et rassembler les universités du monde entier.

L'ONU/IAS a, lui aussi, joué un rôle actif. Il a largement rendu compte de la Conférence en direct via l'Internet dans le cadre du projet des universités virtuelles²⁵. Il a également organisé une table ronde spéciale sur le thème "Du traditionnel au virtuel - nouvelles technologies de l'information", au cours de laquelle les participants ont débattu des limites et des potentialités des nouveaux moyens éducatifs. À cette occasion, l'Institut a organisé une vidéoconférence multipoint, qui a relié des sites au Brésil, aux États-Unis, au Japon, au Maroc, et la salle de la Conférence de l'UNESCO.

Deuxièmement, l'Université joue un rôle actif en rapport avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Comme suite aux travaux qu'elle a exécutés à l'occasion de la troisième Conférence des Parties à la Convention, l'Université a contribué par un certain nombre d'activités à la quatrième Conférence des Parties, tenue à Buenos Aires du 2 au 13 novembre 1998. Au cours des négociations qui ont eu lieu à cette conférence, l'ONU/IAS et le Centre d'information sur l'environnement mondial ont organisé, le 7 novembre, une réunion d'experts du commerce international et du développement, qui a été suivie d'une autre réunion le 11 novembre, au sujet du rapport de l'ONU sur les liens entre le Protocole de Kyoto et les autres accords multilatéraux; 1 500 exemplaires d'un rapport de l'ONU sur ce sujet ont été distribués aux délégués à la quatrième Conférence²⁶, de même que 5 000 exemplaires d'un CD-ROM intitulé CC: Train²⁷ (Programme de formation visant à encourager l'application de la Convention), un CD-ROM rassemblant des moyens de formation au sujet des changements climatiques. Comme elle l'avait fait à l'occasion de la troisième Conférence des Parties, l'Université a réalisé une enquête auprès des représentants de plus de 70 pays pour évaluer l'écart entre les capacités à la disposition des délégations et l'interface de la science et de la politique.

Troisièmement, l'ONU a collaboré étroitement avec certains organismes des Nations Unies (PNUD et Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés) et le Gouvernement japonais pour la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (CITDA II). Il s'agissait d'une réunion de haut niveau organisée conjointement par le Japon, l'Organisation des Nations Unies et la Coalition mondiale pour l'Afrique, tenue à Tokyo du 19 au 21 octobre 1998, à laquelle ont participé les représentants de 80 pays, dont 15 chefs d'État ou de gouvernement d'Afrique et d'Asie. Vingt-deux ONG et un certain nombre d'organisations régionales africaines, d'organismes donateurs et d'organisations internationales étaient également représentés. La Conférence a été ouverte par le Premier Ministre japonais,

²⁵ www.vulab.ias.unu.edu/mvc98

²⁶ Global Climate Governance: A Report on the inter-linkages between the Kyoto Protocol and other Multilateral Regimes. www.geic.or.jp/climgov/index.html.

²⁷ www.geic.or.jp/cctrain2/

M. Keizo Obuchi; le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a présidé la cérémonie de clôture.

Le projet de recherche intitulé "L'Asie et l'Afrique dans l'économie mondiale" correspond pleinement à l'un des grands thèmes examinés lors de CITDA, à savoir les possibilités d'intégrer davantage les économies africaines dans l'économie mondiale. Il porte aussi sur un thème fondamental de la Conférence : la coopération Asie-Afrique. Ses principales conclusions ont été reprises dans le Programme d'action adopté par la Conférence. L'Université a également formulé des observations sur les avant-projets du Programme de la Conférence. Le recteur a fait une communication sur "Le savoir et le développement en Afrique" en séance plénière de la Conférence. Se démarquant des politiques suivies jusqu'à présent par la Banque mondiale, l'ONU a mis l'accent sur l'importance d'une approche plus équilibrée de la politique en matière d'éducation, relevant que les pays d'Afrique demeureront dans une position de dépendance dangereuse tant qu'ils ne développeront pas chez eux des secteurs de savoir durables et solides.

Quatrièmement, le personnel de haut niveau de l'ONU/WIDER, en collaboration avec des spécialistes de l'extérieur, a examiné, au nom de l'ONU, les grands rapports annuels de l'ONU, comme l'ONU avait été priée de le faire par le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales. L'examen a montré que, d'une manière générale, ces rapports sont extrêmement utiles, notamment parce qu'ils contiennent des statistiques et des analyses nouvelles, utiles pour les décideurs. L'ONU a conclu que le débat en cours à l'ONU aidera à dégager une conception générale au sujet de ces rapports et améliorera la répartition des tâches entre eux. Le Comité exécutif a accepté la recommandation de l'ONU/WIDER selon laquelle l'ONU devrait s'exprimer "d'une seule voix" au sujet de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, mais il n'a pas donné suite à la plupart de ses recommandations en faveur d'un resserrement de la collaboration entre les organisations.

Enfin, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé, à sa dernière session, de célébrer en 2002 l'Année internationale de la montagne. En proposant cette initiative, le Secrétaire général s'est inspiré directement des travaux entrepris depuis longtemps déjà par l'ONU sur la mise en valeur des montagnes²⁸.

4. L'ONU, instrument du développement des capacités, notamment dans les pays en développement

L'Université est particulièrement chargée de renforcer les capacités des individus et des institutions dans les pays en développement. Les travaux réalisés par cinq de ses huit centres et programmes de recherche et de formation se concentrent sur cette tâche.

²⁸ Messerli, B. et Ives, J., eds., 1997, Mountains of the World: A Global Priority, paru en 1997 dans le Journal of Mountain Research and Development, vol. 18, Nos 1-4 (Presses de l'Université de Californie pour l'ONU et Société internationale de la montagne, 1998).

Tableau V iii)

Cours de formation organisés en 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

Groupe fonctionnel	Cours organisés en 1998			Participants				
	Coût	Total	Dans les PMA	Total	Venant des PMA	Femmes	Dirigeants politiques	Personnel international
Programme de formation sur l'énergie géothermique	652	1	0	16	16	4	0	0
Programme de formation en matière de pêches	350	1	0	6		1	0	0
Programme relatif à l'environnement et au développement durables (Centre de l'UNU)	109	15	13	695	617	281	99	5
Programme relatif à la paix et la conduite des affaires publiques (Centre de l'UNU)	26	3	1	154	21	96	0	0
UNU/WIDER	0	3	0	115	15	56	0	0
UNU/IIST	60	9	8	205	198	35	0	0
UNU/INRA	36	3	3	38	32	4	0	0
UNU/IAS	55	3	2	68	63	16	33	1
UNU/ILA	315	1	1	58	47	21	4	8
UNU/BIOLAC	122	5	5	77	77	46	0	0
Total	1 725	44	33	1 430	1 092	514	136	14

Premièrement, la mission confiée à l'UNU/IIST, située à Macao, est d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en technologie des logiciels.

Deuxièmement, l'objectif de l'UNU/INRA, située à Accra (Ghana) et disposant d'une antenne à Lusaka (Zambie), est de préparer du personnel bien formé, bien équipé et motivé, capable de mettre au point, d'adapter et de diffuser des technologies propres à favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles de l'Afrique.

Troisièmement, l'UNU/INWEH, située à Hamilton (Canada), a été créée pour renforcer les capacités en sciences de l'eau, en éducation et en gestion, notamment dans les pays en développement, au moyen de programmes intégrés déterminés par la demande.

Quatrièmement, l'UNU/ILA, située à Amman (Jordanie), vise à assurer une formation aux compétences et aptitudes nécessaires à l'exercice des responsabilités tout en renforçant chez les futurs dirigeants l'engagement en faveur du développement durable, de la démocratie durable, des institutions de la société civile et du règlement pacifique des différends.

Cinquièmement, l'UNU/BIOLAC, située à Caracas (Venezuela), cherche à promouvoir, appuyer et renforcer les domaines où la recherche peut avoir un impact élevé sur le développement scientifique et technologique de l'Amérique

latine et des Caraïbes. Le Programme appuie la formation de ressources humaines dans les trois secteurs suivants : a) le diagnostic et les vaccins se rapportant aux maladies de l'homme et de l'animal; b) le génie phytogénétique, orienté spécialement vers la qualité nutritionnelle des plantes et leur résistance aux parasites et aux conditions environnementales défavorables; et c) les fermentations microbiennes d'intérêt industriel.

Les autres centres et programmes de recherche et de formation, à savoir l'UNU/WIDER, l'UNU/INTEC et l'UNU/IAS, collaborent avec un grand nombre d'universitaires de pays en développement dans leurs projets de recherche et offrent tous des stages du niveau du doctorat. Le personnel de l'UNU/WIDER dispense également des cours sur le développement et l'économie de la transition dans des universités finlandaises, suivis par un certain nombre d'étudiants venant des pays en développement. Ce personnel a également donné des cours à l'École des cadres des Nations Unies, à Turin.

L'UNU exécute en outre des activités en collaboration avec divers partenaires, l'un des exemples les plus réussis étant le Programme de formation sur l'énergie géothermique, organisé par la Direction nationale de l'énergie d'Islande et l'Université. Le programme a donné une formation à 213 jeunes scientifiques et ingénieurs venus de 35 pays en développement. Un programme de formation en matière de pêches, organisé par l'Institut de recherches marines d'Islande et l'Université, a démarré en 1998.

Le Centre de l'UNU gère un programme de bourses de recherche pour la formation de jeunes scientifiques de pays en développement. Depuis 1976, l'Université a donné une formation à 1 684 boursiers. Par ailleurs, divers organismes du système de l'UNU organisent des cours de formation de courte durée dans quelques grands domaines. Ces activités sont résumées dans le tableau V iii).

Enfin, l'UNU a fait participer 317 chercheurs venant des pays en développement à ses projets durant l'année et elle a tenu 123 réunions de recherche dans ces pays.

VI. RECETTES, DÉPENSES ET PERSONNEL

Durant l'année, l'Université a reçu des annonces de contributions au Fonds de dotation ainsi que des contributions de fonctionnement et des contributions au titre de programmes particuliers. Elle a également bénéficié d'appuis de contreparties et autres, notamment des aides sous forme de partage des coûts, des bourses et autres activités. Le budget approuvé était légèrement inférieur à 36 millions de dollars des États-Unis. Le tableau ci-après donne une estimation provisoire des recettes effectives au 30 septembre 1998.

Tableau VI i)
Recettes pour 1998
État au 30 septembre 1998
(En milliers de dollars des États-Unis)

Groupe fonctionnel	Ressources de base				Contributions spécifiques (2)	Total (brut)	Moins (3)	Total (net)
	Fonds de dotation	Contributions de fonctionnement	Recettes diverses (1)	Total partiel				
Centre de l'UNU	7 173	783	4 006	11 962	4 028	15 990	276	15 714
UNU/WIDER	1 992	48	277	2 317	132	2 449	78	2 371
UNU/INTECH	858	558	777	2 193	374	2 567	33	2 534
UNU/IIST	1 652	1	25	1 678	55	1 733	64	1 669
UNU/INRA	146	5	0	151	79	230	6	224
UNU/IAS	0	0	1 519	1 519	1 324	2 843	0	2 843
UNU/INWEH	0	426	406	832	9	841	0	841
UNU/ILA	0	0	612	812	16	628	0	628
UNU/BIOLAC	383	0	0	383	17	400	15	385
Total	12 204	1 821	7 622	21 647	6 034	27 681	472	27 209

Définitions : (1) Y compris les contributions au bâtiment du siège de l'UNU, les recettes provenant des publications et les reports de fonds; (2) contributions spécifiques - y compris les contributions attendues en 1998 et reportées; (3) montant total des commissions payées sur les opérations de réinvestissement et d'investissement.

[Note : Les chiffres ci-dessus n'ont pas encore été soumis à vérification.]

Le tableau ci-après donne la liste des contributions égales ou supérieures à 100 000 dollars reçues en 1998.

Tableau VI ii)
Contributions financières reçues en 1998
(En dollars des États-Unis)

Source	Objet	Montant
Fonds pour la protection de l'environnement (États-Unis)	UNUIPLEC (Centre de l'UNU)	1 286 349
Gouvernement canadien	UNUIINWEH	733 015
Gouvernement islandais	Programme de formation sur l'énergie thermique	554 000*
ASCII (Japon)	Projet relatif au langage universel des réseaux informatiques de l'UNU/IAS	525 154
Gouvernement islandais	Programme de formation en matière de pêches	430 000*
Gouvernement néerlandais	UNU/INTECH	391 516
PNUD (Malaisie)	Projet de l'UNI/INTECH sur le télétravail	218 700
Fondation Ishikawa pour les échanges internationaux (Japon)	Projet de l'UNU/IAS sur l'écorestructuration	106 992

Note . * Représente le montant des fonds de contreparties affectés à des programmes de l'UNU.

Le tableau ci-après contient une estimation provisoire des dépenses effectives au 30 septembre 1998.

Tableau VI iii)

Dépenses effectuées en 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

Dépenses effectives (engagements réglés et non réglés de 1998, au 30 septembre 1998)

Groupe fonctionnel de l'UNU	Activités universitaires			Dépenses de personnel			Dépenses générales (3)	
	Financées sur les ressources de base	Financées par des contributions spécifiques	Total partiel	Personnel des programmes (1)	Personnel administratif (2)	Total partiel	Total	
Centre de l'UNU	1 935	2 540	4 475	2 045	2 738	4 783	3 248	12 506
UNU/WIDER	376	49	425	1 027	157	1 184	253	1 862
UNU/INTECH	12	558	570	492	384	876	269	1 715
UNU/IIST	286	16	302	535	202	737	205	1 244
UNU/INRA	61	79	140	327	20	347	92	579
UNU/IAS	1 720	1 230	2 950	494	397	891	607	4 448
UNU/INWEH	356	9	365	207	59	266	71	702
UNU/ILA	222	16	238	179	17	196	146	580
UNU/BIOLAC	406	0	406	0	0	0	0	406
Total	5 374	4 497	9 871	5 306	3 974	9 280	4 891	24 042

Définitions : (1) Dépenses totales afférentes au personnel affecté à la recherche et au renforcement des capacités (administrateurs, services généraux ou contrats spéciaux); (2) dépenses totales afférentes à tous les autres fonctionnaires, (3) y compris le bâtiment du siège de l'UNU.

[Note : Les chiffres ci-dessus n'ont pas encore été soumis à vérification.]

Tableau VI iv)

Dépenses effectuées dans le pays hôte et en dehors

(En milliers de dollars des États-Unis)

Dépenses effectives (sorties de trésorerie) au 30 septembre 1998 (comprend le règlement des dépenses engagées en 1998 et celles engagées les années antérieures, réglées en 1998)

Groupe fonctionnel	Total	Dépenses effectives (en milliers de dollars É.-U.)	
		Dans le pays hôte (1)	En dehors du pays hôte (2)
Centre de l'UNU	10 272	5 988	4 284
UNU/WIDER	1 624	860	764
UNU/INTECH	1 740	1 215	525
UNU/IIST	1 077	672	405
UNU/INRA	525	31	494
UNU/IAS	2 948	2 214	734
UNU/INWEH	400	319	81
UNU/ILA	243	67	176
UNU/BIOLAC	241	13	228
Total	19 070	11 379	7 691

Définitions : (1) Dans le pays hôte - montants calculés de manière rapprochée par rapport aux montants en monnaie locale; (2) en dehors du pays hôte - montants calculés de manière rapprochée par montant établi en dollars des États-Unis.

[Note : Les chiffres ci-dessus n'ont pas été soumis à vérification.]

L'UNU emploie en tout 196 fonctionnaires dont 61 viennent de pays en développement. La répartition du personnel entre le Centre de l'UNU à Tokyo et les centres et programmes de recherche et de formation est donnée dans le tableau ci-après.

Tableau VI v)

Personnel de l'UNU

Groupe fonctionnel	Nombre total de fonctionnaires			Administrateurs			Services généraux			Fonctionnaires de niveau supérieur (>P4/L4)		
	Total	PMA	Femmes	Total	PMA	Femmes	Total	PMA	Femmes	Total	PMA	Femmes
Centre de l'UNU	78	11	40	19	4	4	34	4	21	13	1	1
UNU/WIDER	23	4	11	5	2	1	13	0	10	4	1	0
UNU/INTECH	25	7	13	8	5	4	14	0	8	3	1	2
UNU/IIST	15	12	7	7	5	1	7	7	6	2	2	0
UNU/INRA	7	7	1	3	3	0	3	3	1	2	2	0
UNU/IAS	30	10	9	3	1	0	3	0	2	3	1	0
UNU/INWEH	10	2	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0
UNU/ILA	4	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNU/BIOLAC	4	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	196	61	86	45	20	10	74	14	48	28	8	3

ANNEXE 1

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1998

Membres nommés

Mme Ingrid **Moses** (Australie) (Présidente du Conseil), Vice-Chancelier de l'Université de New England, Armidale (Australie)

M. Yoginder K. **Alagh** (Inde), membre du Parlement indien (Chambre haute), Vice-Président de l'Institut Sardar Patel de recherche économique et sociale, et ancien Ministre d'État pour la science et la technologie et l'énergie

M. Faizah M. **Al-Kharafi** (Koweït), Président de l'Université de Koweït, Safat

M. Joseph **Bricall** (Espagne), Président, Conférence des recteurs européens - Association des universités européennes, Genève

M. José Joaquin **Brunner** Ried (Chili), ancien Ministre, Ministère du Secrétaire général

Mme Ana Maria **Cetto** (Mexique), Vice-Présidente du Comité de la science et de la technique dans les pays en développement, Conseil international de l'union scientifique; et professeur de recherche à l'Institut de physique de l'Université nationale du Mexique

M. Paolo **Costa** (Italie), Département des sciences économiques de l'Université Ca' Foscari di Venezia, et ancien Ministre des travaux publics, Ministère des travaux publics

Mme Elizabeth J. **Croll** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), chef du Département des études pour le développement et professeur d'anthropologie chinoise à l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres

M. Donald **Ekong** (Nigéria), consultant en éducation supérieure auprès de la Fondation Ford, Johannesburg (Afrique du Sud)

M. Salim **El-Hoss** (Liban), Premier Ministre du Liban et professeur d'économie à l'Université américaine de Beyrouth

M. Donald **Gerth** (États-Unis d'Amérique), Président de l'Université d'État de Californie à Sacramento (États-Unis), et Président de l'Association internationale des présidents d'université

M. Genady Nikolaevich **Golubev** (Fédération de Russie), chef du Département de géographie physique mondiale et de géoécologie à la faculté de géographie de l'Université d'État de Moscou

Mme Françoise **Héritier-Augé** (France), Directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale, à l'École des hautes études en sciences sociales, Collège de France

M. Risto **Ihamuotila** (Finlande), Chancelier de l'Université d'Helsinki

Mme Aleksandra **Kornhauser** (Slovénie), Directrice du Centre international d'études chimiques de l'Université de Ljubljana

M. **Lin** Quan (Chine), Secrétaire général de la Commission d'État pour la science et la technologie, Beijing

Mme Graça **Machel** (Mozambique), Présidente de la Fondation pour le développement communautaire, Mozambique

Mme Valeria **Merino-Dirani** (Équateur), Directrice exécutive de la "Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (CLD)", Quito

M. Ahmadou Lamine **N'Diaye** (Sénégal), recteur de l'Université Gaston-Berger de Saint-Louis

M. Jairam **Reddy** (Afrique du Sud), consultant indépendant en enseignement supérieur et ancien Vice-Chancelier de l'Université de Durban

Mme Françoise **Thys-Clement** (Belgique), pro-recteur, Université libre de Bruxelles

M. Carlos **Tünnermann** Bernheim (Nicaragua), conseiller spécial auprès du Directeur général de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Managua

M. Wichit **Srisa-an** (Thaïlande), recteur de l'Université Suranaree de technologie

M. Chusei **Yamada** (japon), professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Waseda, Tokyo

Recteur

M. J. A. **van Ginkel** (Pays-Bas)

Membres de droit

M. Kofi **Annan** (Ghana), Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Federico **Mayor** (Espagne), Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris

M. Marcel **Boisard** (Suisse), Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Genève

ANNEXE 2

Titres publiés par l'ONU en 1998

a) Presse de l'Université des Nations Unies

Central Eurasian Water Crisis: Caspian, Aral and Dead Seas, publié sous la direction d'Iwao Moberi et Michael Glantz

The Changing Nature of Democracy, publié sous la direction de Takashi Inoguchi, Edward Newman et John Keane

Eco-restructuring: Implications for Sustainable Development, publié sous la direction de Robert U. Ayres et Paul M. Weaver

The Future of the United Nations System: Potential for the Twenty-first Century, publié sous la direction de Chadwick F. Alger

Globalization and the World of Large Cities, publié sous la direction de Fu-chen Lo et Yue-man Yeung

International Finance and Developing Countries in a Year of Crisis: 1997 Discussions at the United Nations, publié sous la direction de Barry Herman et Krishnan Sharma

Local Economic Development: A Geographical Comparison of Rural Community Restructuring, publié sous la direction de Cecily Neil et Markku Tykkyläinen

The Oceanic Circle: Governing the Seas as a Global Resource, par Elisabeth Mann Borgese

United Nations Peacekeeping Operations: A Guide to French Policies, publié sous la direction de Brigitte Stern

Who's Hungry? And How Do We Know? Food Shortage, Poverty, and Deprivation par Laurie DeRose, Ellen Messer et Sara Millman

b) Autres ouvrages fondés sur les travaux de l'ONU

Flexible automation in developing countries: the impact on scale and scope and the implications for location of production, par Ludovico Alcorta (Routledge, Londres et New York).

Habitat in the Amazon River Region, par Mario M. Amin et Tereza Ximenes, 1998, Universidade Federal do Pará/Associação de Universidades Amazônicas.

A la Ninã Summit: a review of the causes and consequences of cold events, par Michael H. Glantz [National Center for Atmospheric Research, Boulder, Colorado (États-Unis)].

Biodiversity of Yunnan, Southwest China, publié sous la direction de H. Guo et C. Long (Yunnan Science and Technology Press).

Urbanization - Its Global Trends, Economics and Governance, publié sous la direction de R. Hjerpe avec P. E. Berghäll (Ministère de l'environnement/ Institut gouvernemental de recherche économique, Finlande).

Restructuring the Global Military Sector, Volume II: The End of Military Fordism, publié sous la direction de M. Kaldor, A. Ulrich et G. Schméder (Cassell Academic, Pinter).

Transnational Corporations and the Global Economy, publié sous la direction de Richard Kozul-Wright et Robert Rowthorn (Macmillan/St. Martin's Press, Londres).

Globalization, foreign direct investment and technology transfers: impacts on and prospects for developing countries, par N. Kumar (Routledge, Londres et New York).

Environmental Accounting in Theory and Practice, publié sous la direction de K. Uno et P. Bartelmus (Kluwer Academic Publishers).